FRAPPES SIONISTES CONTRE LE COMPLEXE MÉDICAL NASSER DANS LA BANDE DE GHAZA

DES PAYS ARABES ET ISLAMIQUES, DONT L'ALGÉRIE, CONDAMNENT

Les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays arabes et islamiques, dont l'Algérie, ont condamné, samedi, "dans les termes les plus fermes", la frappe aérienne de l'occupation sioniste ayant ciblé le complexe médical Nasser à Khan Younès, dans la bande de Ghaza, faisant des victimes parmi les patients et les membres des staffs médicaux, en violation du droit international humanitaire qui garantit une protection spécifique aux établissements médicaux et aux personnels de santé.

P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Dimanche 5 Joumada El tani 1448 - 15 Novembre 2026 - N° 1430 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

PRÉSERVATION DES EAUX TRANSFRONTALIÈRES

AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS ALGÉRIENNES



À Antalya, en marge de la COP31, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a dénoncé des pratiques illégales sur les eaux partagées aux frontières ouest de l'Algérie. Elle a aussi présenté les initiatives nationales pour renforcer la résilience environnementale face aux changements climatiques.

P.9

CLÔTURE DE LA 4E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DES DATTES

UNE FILIÈRE EN PLEIN ESSOR AUX PORTES DES MARCHÉS MONDIAUX

Des spécialistes de l'économie et de l'agriculture ont souligné, samedi, les progrès remarquables réalisés par la filière des dattes en Algérie ces dernières années. Ces avancées concernent aussi bien les surfaces cultivées que la production et la qualité. Les experts estiment que le pays possède tous les atouts pour donner un nouvel élan à ce secteur et renforcer la place de ce produit sur les marchés internationaux

P.4

LORS D'UNE IMPORTANTE RÉUNION D'ÉVALUATION

M. LOTFI BOUDJEMAA SOULIGNE L'INTÉRÊT PARTICULIER ACCORDÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU SECTEUR DE LA JUSTICE



P.3

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a souligné, samedi à Alger, l'intérêt particulier que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde au secteur de la justice, révélant que, conformément à ses hautes orientations, plusieurs chantiers ont été lancés, et une démarche pratique a été définie en vue de leur mise en œuvre.

RÉUNIS À MADRID AVANT LA 50e CONFÉRENCE DE L'EUCOCO

DES PARLEMENTAIRES RÉCLAMENT UN RÉFÉRENDUM SUR L'AVENIR DU SAHARA OCCIDENTAL

Dans une déclaration publiée vendredi à Madrid, des parlementaires ont appelé la communauté internationale à défendre le droit du peuple sahraoui à choisir son avenir. Ils demandent l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination et l'indépendance, conformément au droit international et aux résolutions de l'ONU.

P.7

ACTUALITÉS NATIONALES

EN MARGE DE SA PARTICIPATION AUX TRAVAUX DE COP31 À ANTALYA

KRIKOU TIENT UNE SÉRIE DE RENCONTRES AVEC DES INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES

En marge de la COP31, organisée à Antalya, en Turquie, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, a rencontré des représentants d'organisations internationales et de plusieurs pays, selon un communiqué publié samedi par son ministère.

Par Kahina Baghdad

Parmi les participants figuraient des représentants du Fonds vert pour le climat, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ainsi que des délégations de pays partenaires, dont la Finlande et l'Allemagne.

Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération en matière d'adaptation aux changements climatiques, de réduction de leurs effets et de protection de la biodiversité. Les participants ont également échangé leurs expériences et évoqué les moyens de mobiliser les financements et les dispositifs de soutien internationaux pour appuyer les programmes nationaux.

Ces rencontres visent à renforcer la coordination avec les partenaires internationaux et à soutenir les efforts du pays face aux défis climatiques, tout en protégeant ses ressources naturelles et sa biodiversité.

K.B

OLYMPIADES DES MÉTIERS

DES PARTICIPANTS AFRICAINS SALUENT LA QUALITÉ DE L'ACCUEIL ET LES CONDITIONS D'HÉBERGEMENT

Plusieurs participants africains aux Olympiades africaines des métiers 2026, hébergés au Village méditerranéen d'Oran, ont salué la qualité de l'accueil qui leur a été réservé ainsi que les conditions d'hébergement mises à leur disposition depuis leur arrivée dans la capitale de l'Ouest du pays.

Le Village méditerranéen a accueilli les premières délégations participant à cette manifestation, organisée du 16 au 19 novembre par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Les délégations du Cameroun, de la Tanzanie, du Mali, du Congo et de l'Ethiopie sont déjà arrivées, aux côtés de celles représentant différentes wilayas du pays.

Dans ce contexte, plusieurs participants, interrogés par l'APS au Village méditerranéen, ont exprimé leur satisfaction quant à l'accueil qui leur a été réservé et aux conditions d'hébergement, tout en faisant part de leur ambition de réaliser une participation remarquable à ce rendez-vous continental. Mokalo Bi Ashab, stagiaire congolais en Algérie, spécialisé en architecture d'intérieur et participant à ces Olympiades, a indiqué avoir bénéficié d'un accueil exceptionnel depuis son arrivée à Oran. Il a souligné sa volonté de mettre à profit et de partager, à l'occasion de cet événement continental, l'expérience acquise durant son parcours de formation, afin de contribuer à l'avenir au développement de son pays. De son côté, Yenikima Fota Nora, stagiaire congolaise dans un Centre de formation professionnelle de la wilaya de Bouira, spécialisée en architecture d'intérieur, a exprimé sa satisfaction quant à l'accueil qui lui a été réservé à Oran, affirmant que cela ne l'avait nullement surprise, car "Oran est le reflet de toute l'Algérie, où l'on va, on est les bienvenus".

Elle a ajouté que sa participation à ces Olympiades vise à mettre en pratique ses connaissances théoriques et à concourir pour la victoire, se disant fière de représenter son pays, le Congo, à cette manifestation. Pour sa part, Mohamed Cissé, représentant de la délégation malienne et participant aux compétitions, a salué l'accueil réservé aux délégations dès leur arrivée en Algérie, soulignant que cet événement constitue un espace important pour renforcer l'intégration africaine, mettre en valeur les compétences des jeunes et promouvoir le capital humain sur le continent.

De son côté, Mortigado Ayala, stagiaire éthiopien participant aux Olympiades africaines des métiers dans la spécialité plomberie et chauffage, a exprimé sa joie d'être en Algérie et de pouvoir partager son expérience dans le domaine du chauffage à l'occasion de cette compétition. Il a estimé que cet événement professionnel représente une précieuse occasion de renforcer les échanges de connaissances et la compréhension mutuelle entre les participants, tout en consolidant l'esprit d'unité africaine.

Dans le cadre de la promotion des potentialités touristiques et culturelles de la wilaya, la Direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran a organisé, vendredi, une visite au profit des participants africains à plusieurs sites touristiques majeurs, afin de leur faire découvrir l'histoire de la région, sa symbolique ainsi que sa richesse culturelle et civilisationnelle. Pour rappel, près de 600 concurrents et accompagnateurs représentant 18 pays prendront part à cette manifestation, où ils concourront dans 45 métiers répartis sur six branches professionnelles.

RA

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

BADAOUI SOULIGNE LA DÉTERMINATION DE LA SÛRETÉ NATIONALE À POURSUIVRE SES MISSIONS

Le Directeur général de la Sûreté nationale, M. Ali Badaoui, a souligné, jeudi à Alger, la détermination de cette institution à poursuivre l'accomplissement des missions qui lui sont confiées en matière de lutte contre la criminalité et de veille à la sécurité des citoyens, en s'appuyant sur l'approche professionnelle désormais adoptée par la police, sous la supervision et le suivi permanents des pouvoirs publics.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux d'une rencontre nationale d'orientation destinée aux cadres de la Sûreté nationale, présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, M. Badaoui a indiqué que l'institution de la Sûreté nationale "s'est engagée sans réserve à améliorer continuellement ses performances afin d'assurer la sécurité et la quiétude des citoyens, qui constituent sa préoccupation absolue". "L'approche professionnelle désormais adoptée par la police algérienne, sous la supervision directe et le suivi permanent des pouvoirs publics, a permis à la direction de l'institution de déterminer ses points forts et ses facteurs d'efficacité afin de les consolider, ainsi que d'identifier ses insuffisances et d'ouvrer à y remédier dans les meilleurs délais", dans le cadre d'une vision anticipative couvrant les différents aspects et mécanismes de la gouvernance institutionnelle", a-t-il ajouté. Il a également évoqué les acquis réalisés grâce à l'attention particulière accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux différentes institutions de sécurité.

Cette haute attention constitue, a-t-il souligné, "un soutien supplémentaire à l'accomplissement des missions confiées aux personnels de ces institutions, pour protéger les citoyens, lutter contre la criminalité et faire face aux différents réseaux dont les instigateurs et leurs relais cherchent à porter atteinte à la sécurité de l'Algérie". Il a indiqué, à cet égard, que ces parties sont contrées grâce à "la perspicacité, la vigilance et la disponibilité des enfants loyaux de cette patrie, à leur tête les vaillants éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), les éléments de la Sûreté nationale et les autres services de sécurité, pleinement conscients de l'ampleur des défis". A Cette occasion, M. Badaoui a passé en revue les résultats réalisés par la Sûreté nationale durant l'année en cours, faisant état de la saisie, au cours des dix (10) premiers mois, de "874 kg de cocaïne, de plus de 5 tonnes et 800 kg de cannabis et de près de 31 millions de comprimés psychotropes", ainsi que du "traitement de 194.000 affaires impliquant plus de 210.000 individus, dont 44.000 dans des affaires de trafic de drogue".

Au cours de la même période, "plus de 2.300 affaires liées à la criminalité organisée portant atteinte à l'économie nationale, impliquant 3.200 individus" ont été recensées, outre "le traitement de 8.094 affaires de cybercriminalité impliquant plus de 9.600 individus", et "le démantèlement de trois (3) réseaux organisés spécialisés dans ce type de criminalité".

Au terme de son allocution, M. Badaoui a affirmé que ce bilan est "le fruit d'un travail professionnel collectif des forces de police", qu'il a exhortées à "consacrer les meilleures pratiques, à poursuivre sur cette bonne voie et à préserver les acquis réalisés".

RA

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA

Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 028 133 750
0558 765 425
0771 727 632
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

LORS D'UNE IMPORTANTE RÉUNION D'ÉVALUATION

LE MINISTRE DE LA JUSTICE SOULIGNE L'INTÉRÊT PARTICULIER ACCORDÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU SECTEUR DE LA JUSTICE

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a souligné, samedi à Alger, l'intérêt particulier que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde au secteur de la justice, révélant que, conformément à ses hautes orientations, plusieurs chantiers ont été lancés, et une démarche pratique a été définie en vue de leur mise en œuvre.

Présidant une réunion d'évaluation avec les présidents des Cours de justice, les procureurs généraux près ces Cours, les présidents des tribunaux administratifs d'appel et les commissaires d'Etat, le ministre a rappelé "l'intérêt particulier que le président de la République, président du Conseil supérieur de la magistrature, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde au secteur de la justice", précisant que "conformément à ses hautes orientations, plusieurs chantiers ont été lancés, et une démarche pratique a été définie pour leur mise en œuvre, en mettant l'accent sur les questions directement liées à la qualité des performances judiciaires et des services fournis aux citoyens".

Dans ce cadre, il a appelé à "poursuivre et à intensifier les efforts afin de lutter efficacement contre les différentes formes de criminalité grave, notamment les infractions liées aux stupéfiants, les crimes commis contre les enfants, les incendies criminels, en particulier ceux touchant les forêts, les crimes de corruption et la criminalité organisée".

Le ministre a, à ce propos, insisté sur la nécessité d'accorder une "attention particulière" au traitement de ces crimes et de veiller à ce qu'ils soient "traités avec toute la fermeté et la rigueur requises, ainsi qu'avec le niveau de préparation nécessaire, sans porter atteinte aux garanties d'un procès équitable".

S'agissant de la réunion d'évaluation, M. Boudjemaa a souligné l'importance de cette rencontre, étant une "opportunité pour évaluer les réalisations de l'année écoulée,



notamment en ce qui concerne le déroulement de l'activité judiciaire, l'état de mise en œuvre des axes définis pour les réformes de la justice et leur concrétisation sur le terrain, ainsi que la définition des objectifs prospectifs de la prochaine année judiciaire, en réponse aux attentes du citoyen, au renforcement de l'efficacité du service public de la justice et à l'amélioration de ses performances".

Cette réunion a permis d'examiner et d'évaluer "plusieurs axes fondamentaux relatifs à la gestion du service public de la justice, notamment le suivi de l'état d'application de la politique pénale locale, le caractère exceptionnel de la détention provisoire et le traitement des affaires criminelles graves, ainsi que la généralisation de la numérisation en vue de simplifier les prestations judiciaires, la gestion des greffes, le suivi des projets du secteur en cours de réalisation et la préservation des archives judiciaires", a-t-il ajouté.

Le ministre a fait savoir que l'évaluation a porté aussi sur "la mesure de l'impact concret des nouvelles dispositions législatives sur le renforcement de l'efficacité de l'activité judiciaire et l'amélioration de ses performances, à travers une meilleure gestion des affaires pénales et civiles, l'élargissement de la numérisation, la simplification des procédures, le renforcement des garanties d'un procès équitable et la préservation des droits et des libertés".

Dans le même contexte, M. Boudjemaa a mis en avant le rôle des tribunaux commerciaux spécialisés dans "la consolidation de la confiance dans les transactions économiques et la mise en place d'un écosystème judiciaire propice au développement de l'investissement et à la relance de l'initiative économique, à travers l'activation de la justice conciliatrice, l'amélioration des mécanismes de règlement des litiges et leur résolution avec l'efficacité et la célérité requises, afin de garantir la sécurité juridique et de renforcer l'attractivité du climat des investissements dans le pays".

Le ministre a rappelé que les présidents des juridictions sont tenus de redoubler d'efforts et de lever les obstacles pour renforcer la confiance du citoyen dans son institution judiciaire et consolider la sécurité judiciaire, à travers "l'instauration des valeurs d'intégrité, la moralisation de la pratique judiciaire et l'amélioration de la qualité des performances judiciaires".

Il a également mis l'accent sur "l'importance, pour les présidents des juridictions, d'assumer pleinement leurs responsabilités en matière d'encadrement, d'accompagnement et d'écoute des préoccupations des magistrats et des fonctionnaires, ainsi que de leur orientation, de leur motivation et de la valorisation de leurs efforts et de leurs compétences en vue de renforcer le sentiment d'appartenance et l'engagement, et d'ancrer une culture du travail institutionnel et de la responsabilité partagée auprès de l'ensemble des composantes de la corporation judiciaire".

RA

COOPÉRATION BILATÉRALE

CHAIB REÇOIT LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a reçu, au siège du ministère des Affaires étrangères, le secrétaire général adjoint de la présidence de la République du Zimbabwe, M. Zvinechimwe Ruvinga Churu, qui effectue une visite en Algérie, du 9 au 14 novembre 2026, à la tête d'une délégation multisectorielle, indique samedi un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été "l'occasion de réaffirmer la profondeur des liens de fraternité et de solidarité unissant l'Algérie et le Zimbabwe, ainsi que leur volonté commune de hisser les relations bilatérales à des niveaux supérieurs, à même d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération entre les deux pays et de concrétiser les aspirations de leurs dirigeants, conformément aux accords convenus lors de la visite d'Etat effectuée en Algérie, les 19 et 20 juillet 2025, par le président de la République du Zimbabwe, M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, laquelle avait été couronnée par la signature d'une série d'accords et de mémorandums d'entente dans plusieurs secteurs vitaux", précise-t-on de même source.

Les deux parties ont également salué "le niveau remarquable atteint par la coopération bilatérale dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la formation". A cet égard, la partie zimbabwéenne a exprimé "sa profonde gratitude à l'Algérie pour les bourses d'études et de formation qu'elle accorde chaque année aux étudiants zimbabwéens, contribuant ainsi à la qualification des compétences nationales et au renforcement des capacités des ressources humaines, en soutien aux efforts de développement socioéconomique au Zimbabwe. Cette coopération permet aussi d'élargir les perspectives de valorisation de l'expérience algérienne en matière de développement des ressources humaines et de renforcement des compétences", ajoute la même source.

Par ailleurs, les deux parties ont souligné "la convergence de leurs points de vue et la coordination de leurs positions sur les différentes questions régionales et internationales d'intérêt commun", réaffirmant "leur attachement aux principes de solidarité et d'action africaine commune", conclut le communiqué.

RA

DESSALEMENT D'EAU DE MER

DAOUDI INSPECTE LE CHANTIER DE LA STATION DE CHLEF

Le président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, a effectué samedi une visite au chantier de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer de Dahra, dans la commune d'El Marsa, wilaya de Chlef, a indiqué le groupe dans un communiqué.

Accompagné d'une délégation de cadres dirigeants, M. Daoudi a effectué cette visite en présence du wali de Chlef, Brahim Ghmired, ainsi que les PDG des filiales Algerian Desalination Company (ADC) et l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), Lahcen Bada et Benyoucef Mammeri.

Lors de cette visite, le PDG de Sonatrach a salué l'avancement des travaux, dont la cadence est conforme au calendrier prévisionnel. Il a, à cette occasion, insisté sur le respect des délais contractuels et la nécessité d'un suivi rigoureux et continu du chantier afin de garantir la qualité de réalisation du projet.

Il a également appelé les différentes parties prenantes à renforcer leur coordination et à conjuguer leurs efforts pour assurer la livraison de cette infrastructure dans les délais impartis.

Dotée d'une capacité de production de 300.000 m3 par jour, la station de Dahra permettra d'alimenter en eau potable plus de trois millions d'habitants dans les wilayas de Chlef, Médéa, Aïn Defla et Tissemsilt, dans un rayon de 150 à 250 kilomètres.

La réalisation de cette infrastructure est confiée à l'ENGTP, sous la supervision de l'ADC, deux filiales du groupe Sonatrach. Le projet devrait également générer un nombre important d'emplois durant les phases de construction et d'exploitation, tout en contribuant au développement des compétences nationales dans le domaine du dessalement, à travers des programmes de formation.

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

CLÔTURE DE LA QUATRIÈME ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DES DATTES

UNE FILIÈRE EN PLEIN ESSOR AUX PORTES DES MARCHÉS MONDIAUX

Des spécialistes de l'économie et de l'agriculture ont souligné, samedi, les progrès remarquables réalisés par la filière des dattes en Algérie ces dernières années. Ces avancées concernent aussi bien les surfaces cultivées que la production et la qualité. Les experts estiment que le pays possède tous les atouts pour donner un nouvel élan à ce secteur et renforcer la place de ce produit sur les marchés internationaux.

Par Ali Boudefel

Lors de la clôture de la quatrième édition du Salon international des dattes, organisée au Palais des expositions à Alger, l'expert agricole Mustapha Bennaoui a déclaré que cette filière « est en plein essor en Algérie ». Il explique que cela est dû aux programmes publics qui ont permis, ces dernières années, de faire évoluer le système oasien traditionnel vers une agriculture moderne tournée vers l'investissement, reposant sur l'exploitation de vastes superficies agricoles.

Selon lui, l'Algérie dispose d'un potentiel considérable pour augmenter sa production. Cela ouvre des perspectives prometteuses pour renforcer sa position sur le marché international, notamment face à la demande croissante de dattes algériennes sur plusieurs marchés européens, américains et arabes, ainsi que dans de nombreux pays asiatiques.

Il précise que cette évolution s'explique par l'accompagnement des producteurs. Cet accompagnement comprend notamment la facilitation de l'accès au foncier agricole, le raccordement à l'électricité, l'aménagement de routes et de pistes agricoles, ainsi que le soutien au forage de puits, à la réalisation de réseaux d'irrigation et à l'acquisition de plants de qualité.

L'expert met également en avant les facilités accordées aux producteurs sur le plan logistique. Il cite notamment la mise à disposition de chambres froides grâce à des dispositifs de financement subventionnés, ce qui a facilité la commercialisation de la production.

De son côté, l'économiste Abdelkader Slimani estime que la filière des dattes représente une richesse économique et alimentaire qui dépasse le cadre de l'activité agricole traditionnelle. Elle contribue en effet à la création d'emplois et au soutien de l'activité économique dans les wilayas du Sud. Elle joue aussi un rôle dans le renforcement de la sécurité alimentaire et ouvre de plus larges perspectives aux exportations agricoles. Il rappelle que l'Algérie dispose d'importants atouts compétitifs, dont l'abondance de la production ainsi que la diversité et la qualité des variétés. Parmi elles, la Deglet nour occupe une place privilégiée sur les marchés internationaux. Il insiste sur la nécessité de renforcer les industries de transformation et de valoriser certaines variétés, tout en développant les capacités de stockage, de réfrigération, de conditionnement et de marketing international.

Concernant l'exportation, M. Slimani souligne que les exportations algériennes de dattes progressent constamment d'année en année. Il reste toutefois une marge considérable pour accroître la contribution de la filière aux exportations hors hydrocarbures et consolider sa présence à l'international.

L'expert Laâla Boukhalfa affirme, pour sa part, que les potentialités naturelles et climatiques de l'Algérie permettent d'assurer un développement accru de cette filière, grâce à l'extension des superficies exploitées. Il met également en avant l'importance de la diversité variétale dont dispose l'Algérie. Il cite notamment la Deglet Nour, la plus prisée à l'échelle mondiale, ainsi que les variétés Ghars, Degla Beïda et Tafzouine. D'autres variétés peuvent aussi être valorisées dans les industries de transformation et la production de dérivés de dattes à forte valeur marchande.

L'expert souligne par ailleurs la nécessité de renforcer les volets commercial et marketing. Il appelle à l'adoption d'une stratégie efficace de promotion du produit national sur les marchés extérieurs, capable de contribuer à l'augmentation des exportations.

Pour rappel, la 4e édition du Salon, organisée par la Chambre nationale d'agriculture sous le patronage du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a enregistré la participation de 234 exposants nationaux et étrangers. Ces exposants représentaient des producteurs, des transformateurs, des exportateurs, des artisans, des coopératives, ainsi que des organismes professionnels et de recherche.

Organisée sous le slogan « Nos dattes, originalité et économie durable », cette manifestation a également accueilli des exposants de huit pays : l'Irak, le Sultanat d'Oman, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Mauritanie, la Turquie et la Chine.

A.B

CONVENTION CADRE

COOPÉRATION ENTRE L'UNIVERSITÉ D'ALGER 3 ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

L'Université d'Alger 3 a signé une convention-cadre de coopération et de partenariat avec la Direction générale de la Pêche et de l'aquaculture, avec l'annonce du lancement officiel d'un programme de formation au profit de ses cadres, indique samedi un communiqué de cet établissement universitaire.

Cette convention, signée par le recteur de l'Université d'Alger 3, M. Khaled Rouaski, et le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, M. Miloud Tria, s'inscrit dans le cadre de "l'ouverture de l'université sur son environnement institutionnel et économique et de la concrétisation de la stratégie de l'Etat visant à établir des passerelles entre la connaissance et l'application sur le terrain", précise la même source.

Lors de la cérémonie de signature et du lancement de la première session de formation au profit des cadres de la Direction générale, le recteur de l'université a souligné l'importance de ce partenariat "stratégique dans le rapprochement entre l'université et son environnement socio-économique".

De son côté, le directeur général de la Pêche et de l'aquaculture a salué le rôle de l'université en tant que "pôle d'expertise", soulignant que le lancement officiel du programme de formation constitue "une étape concrétisant la mise en œuvre immédiate et effective des clauses de cette convention".

"Cette première session, organisée par le Centre de formation continue de l'université, s'adresse à 70 cadres et employés de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements sous tutelle, portant sur le thème +Renforcement de la transparence et prévention des risques de corruption dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Algérie+ et se déroulera les 14 et 15 novembre courant, ajoute le communiqué.

Pour assurer le succès de cette session, l'université a mobilisé "ses meilleures compétences scientifiques, à savoir six (6) enseignants et formateurs spécialisés, chargés d'assurer un encadrement académique de haut niveau et de dispenser un programme intégré alliant fondements juridiques et solutions opérationnelles pratiques, à même de consacrer la culture d'intégrité et de bonne gouvernance et de garantir une gestion administrative et financière saine" du secteur.

Cette convention ouvre, selon la même source, "de larges perspectives de coopération durable" entre les deux parties, ainsi elle ne "se limite pas à la formation continue et au renforcement des compétences des cadres, mais s'étend également à l'accueil des étudiants de l'université pour des stages pratiques, à l'encadrement conjoint des mémoires de fin d'études, à l'organisation de journées d'étude et de rencontres", ainsi qu'à "la réalisation de recherches appliquées et de consultations à même d'apporter des solutions scientifiques contribuant au développement du secteur".

A travers cette initiative, l'Université Alger 3 réaffirme "son engagement constant à mobiliser son potentiel pédagogique et de recherche pour renforcer les compétences des ressources humaines et contribuer au développement durable ", selon la même source.

RE

INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ALGÉRO-CHINOISE

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a reçu, jeudi à Alger, le président du Conseil d'administration de l'entreprise China Harbour Engineering Company (CHEC), Bai Yinzhan, avec lequel il a examiné les moyens et perspectives de renforcer la coopération, notamment dans le domaine des infrastructures portuaires, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère entre le ministre et M. Bai Yinzhan ainsi que la délégation l'accompagnant, en présence de cadres du secteur et du directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), a permis d'examiner les opportunités d'élargissement de la coopération entre les deux parties et d'explorer les perspectives de développement du partenariat dans la réalisation de projets d'infrastructures portuaires.

La rencontre a également été l'occasion de saluer la solidité des relations algéro-chinoises ainsi que le développement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la réalisation des infrastructures de base, notamment portuaires.

Les deux parties ont, en outre, mis en avant la dynamique que connaissent les grands projets structurants décidés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Parallèlement, une réunion élargie a été tenue pour présenter les projets réunissant les deux parties et examiner les perspectives futures de la coopération, ainsi que l'activité de la société mixte algéro-chinoise chargée du dragage des ports nationaux.

Dans ce cadre, le ministre a souligné l'importance du partenariat avec la société CHEC dans la concrétisation des projets stratégiques du secteur, notamment le projet d'extension du port phosphatier d'Annaba, qui prévoit la réalisation d'un quai minéralier dans le cadre du projet de phosphate intégré, précise la même source.

S'agissant de l'état d'avancement des travaux d'extension du port phosphatier d'Annaba, les deux parties ont mis l'accent sur la nécessité de les parachever et de livrer le projet dans les délais impartis, au regard de son importance dans l'accompagnement du projet de phosphate intégré et le renforcement des capacités des infrastructures portuaires nationales, conclut le communiqué.

RE

ACTUALITÉS NATIONALES

ORAN

LA SEOR MISE SUR LE GÉORADAR POUR RÉDUIRE LES PERTES D'EAU

Pour lutter contre le gaspillage et les branchements illégaux, la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a lancé une campagne de terrain dans les communes de la région. À l'aide d'un géoradar, ses équipes cherchent à localiser les fuites souterraines et à améliorer la distribution de l'eau.

Par Hamida Indja



La tournée, entamée jeudi dernier, vise également à détecter les raccordements clandestins au réseau. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de l'entreprise pour limiter les pertes d'eau et améliorer le fonctionnement du réseau de distribution. Lors du lancement de la campagne, Habib Douadji, responsable du centre commercial chargé des eaux non facturées, a indiqué à la presse que cette initiative faisait partie du programme de l'entreprise. Elle doit notamment renforcer les contrôles sur le terrain afin de repérer les problèmes à l'origine des pertes d'eau et des usages illicites. Le responsable a précisé que le géoradar permet d'analyser le sous-sol et de recueillir des informations sur les infrastructures et les réseaux enterrés. Cette technologie aide les équipes à localiser les fuites, à intervenir plus rapidement et à prendre les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes détectés. Selon lui, cet outil moderne vient compléter les méthodes de recherche traditionnelles. Il facilite le repérage des pannes et des fuites difficiles à détecter par les moyens habituels. Il permet aussi de limiter les travaux de creusement et d'améliorer l'efficacité des équipes de maintenance. La campagne comprend également la détection des raccordements illégaux, qui perturbent l'équilibre de la distribution et entraînent la consommation de volumes d'eau non facturés, occasionnant ainsi des pertes financières pour la société. À travers cette initiative, la SEOR entend prévenir le gaspillage, réduire les pertes et améliorer le fonctionnement de ses réseaux. L'entreprise compte notamment s'appuyer sur ces outils pour repérer les pannes, analyser les situations et assurer plus efficacement les réparations et l'entretien.

H I

RELIZANE

PLUS DE 1.500 HECTARES POUR LA CULTURE DES LÉGUMINEUSES CETTE ANNÉE

Une superficie globale estimée à 1.580 hectares a été consacrée à la culture des légumineuses dans la wilaya de Relizane, au titre de la saison agricole 2026-2027, a-t-on appris, hier, auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Le directeur des Services agricoles, Djellal Karmouï, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que la superficie réservée à cette filière se répartit entre 180 hectares destinés à la culture des lentilles, 600 hectares aux pois chiches, 500 hectares aux fèves et 300 hectares aux petits pois. Il a ajouté que les agriculteurs ont entamé, récemment, les travaux de préparation des sols au niveau des terres destinées à accueillir ces cultures stratégiques, notamment dans les régions de Mendes et d'Oued Essalem, situées dans le sud de la wilaya, qui ont enregistré des résultats "encourageants" dans cette filière au cours des dernières années.

Dans le cadre de l'accompagnement de cette campagne, les agriculteurs concernés bénéficieront d'un encadrement et d'un suivi technique assurés par les cadres et les techniciens des services agricoles, à travers la fourniture des orientations nécessaires, la mise en œuvre de programmes de vulgarisation et de formation agricoles, ainsi que la mise à disposition de semences et d'engrais subventionnés, a précisé le responsable. Ces mesures visent à améliorer les rendements de ces cultures et à renforcer la production locale de légumineuses, considérées comme des cultures stratégiques occupant une place importante dans les programmes de développement du secteur agricole.

Les services agricoles assureront également, tout au long de la saison agricole, un accompagnement régulier des agriculteurs sur le terrain, à travers des visites effectuées par des agronomes et des techniciens relevant des subdivisions agricoles réparties à travers les différentes daïras de la wilaya, en coordination avec la Chambre d'agriculture et les partenaires du secteur, a-t-on indiqué.

RR

MASCARA

VASTE CAMPAGNE DE RÉPARATION DES FUITES D'EAU

Une vaste campagne de réparation des fuites d'eau enregistrées au niveau du canal d'adduction principal du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), qui alimente le couloir de Sig, a été lancée avant hier dans la wilaya de Mascara, a indiqué l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) dans un communiqué.

Cette opération, supervisée par l'unité de wilaya de l'Algérienne des Eaux, se déroule avec la participation de plus de 40 agents répartis en neuf équipes techniques, a indiqué la même source. Cette campagne, qui s'étalera sur quatre jours, comprend des travaux de réparation de fuites d'eau majeures sur le canal d'adduction principal du système de transfert "MAO", qui assure l'alimentation du couloir de Sig, comportant les communes de Sig, Allaimia, Ras El Ain Amrouche, Oggaz et Bouhenni. Le programme de cette opération prévoit également le remplacement d'une vanne d'eau de 200 mm de diamètre sur le même canal d'adduction, selon la même source.

Cette campagne vise à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les communes du couloir de Sig, à réduire les perturbations enregistrées dans l'approvisionnement, ainsi qu'à préserver cette ressource vitale contre le gaspillage.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme établi par l'unité de l'ADE, qui comprend l'organisation de campagnes périodiques de réparation des fuites sur les canaux d'adduction principaux du système de transfert "MAO" à travers les couloirs de Mascara, Mohammadia et Sig, en plus des interventions pour réparer les réseaux de distribution d'eau potable à l'intérieur des agglomérations urbaines, a souligné le même communiqué. Par ailleurs, l'unité de wilaya de l'Algérienne des Eaux a programmé le lancement, dans les prochains jours, d'une vaste campagne de réparation des fuites d'eau au niveau des réseaux de distribution d'eau potable urbains à travers les différentes communes de la wilaya.

Cela s'inscrit dans le cadre de ses efforts visant à améliorer l'approvisionnement en cette ressource vitale dans la région et à récupérer des quantités importantes d'eau, a-t-on conclu de même source.

RR

NÂAMA

DISTRIBUTION DE L'ORGE FOURRAGÈRE SUBVENTIONNÉE POUR PLUS DE 300 ÉLEVEURS

La Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya de Nâama a entamé, hier samedi, la distribution de l'orge fourragère subventionnée au profit d'environ 330 éleveurs répartis à travers les différentes communes de la wilaya, a-t-on appris auprès de cette coopérative.

A cet effet, une quantité de plus de 30 000 quintaux d'orge fourragère subventionnée a été réservée aux éleveurs de la wilaya, destinée à l'alimentation des brebis et des chèvres. Une autre quantité estimée à environ 2 000 quintaux a été affectée aux éleveurs de chevaux. L'opération de distribution se déroule au niveau de points, situés dans les daïras de Mécheria et d'Aïn Sefra, a précisé la même source. Par ailleurs, dans le but d'assurer le bon déroulement de cette opération et de faciliter l'approvisionnement des bénéficiaires dans les délais impartis, la coopérative a mis en place un programme organisationnel spécifique et mobilisé les moyens matériels et humains nécessaires, souligne-t-on.

La même source a affirmé que l'orge fourragère est disponible en quantités importantes au niveau des entrepôts de la wilaya, ce qui permet de répondre aux besoins des éleveurs et des professionnels de la filière à travers les différentes communes. Les listes nominatives des bénéficiaires sont établies au préalable, a indiqué la même source, ajoutant que "l'opération de distribution se poursuivra tout au long de la semaine jusqu'à son achèvement". Cette opération s'inscrit dans le cadre du soutien à la filière de l'élevage et de l'encouragement des éleveurs à développer leurs cheptels et à améliorer la qualité de la production animale, à travers la garantie de la disponibilité de l'orge tout au long de l'année auprès de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), qui assure sa commercialisation à des prix compétitifs.

Ainsi, le prix du quintal d'orge ordinaire est fixé à 3 900 DA, tandis que celui de l'orge fourragère subventionnée, exclusivement destinée aux femelles du cheptel, est fixé à 2 500 DA le quintal, a-t-on expliqué.

RR

AFLOU

VERS L'IRRIGATION DE 1.400 HA DE TERRES AGRICOLES DU BARRAGE DE SEKLAFA

Une superficie agricole de près de 1.400 hectares (ha) sera irriguée depuis le barrage de Seklafa, commune de Oued M'zi, après finalisation du projet de transfert des eaux vers les terres agricoles, a-t-on appris auprès de la direction de l'Hydraulique de la wilaya d'Aflou. D'une capacité de stockage de 48,8 millions M3 d'eaux, le barrage de Seklafa, qui vient d'atteindre son remplissage total, devra assurer l'irrigation de quelque 700 ha dans chacune des communes de Oued-M'zi et de Tadjemout, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Salah Guerraba. Le projet, inscrit dans le cadre d'un programme national centralisé et supervisé par l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), a été confié à une entreprise de réalisation pour son lancement imminent, avec recours à des canalisations en polyéthylène de haute densité (PEHD). Lors de son inspection du projet, le wali d'Aflou, Riadh Benahmed, a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la mise en exploitation de cet ouvrage hydraulique et de valoriser ses ressources en vue d'exploiter ses eaux pour le développement des activités agricoles.

RR

ECONOMIE MONDIALE

AÉRONAUTIQUE, CARBURANT ET ENVIRONNEMENT

LA STRATÉGIE DES BREVETS POUR CONTOURNER LE GOUFFRE DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

La transition vers une aviation plus respectueuse de la planète bouleverse le modèle financier du secteur aérien. Prises entre des lois environnementales très strictes et des réalités industrielles souvent difficiles, les compagnies aériennes et les fabricants d'équipements doivent repenser leurs modèles économiques.

Par Rihab Taleb



C'est dans ce marché en pleine mutation que le géant industriel sud-africain Sasol choisit d'appliquer une stratégie financière à la fois prudente et offensive, dans le but de devenir un fournisseur incontournable de technologies de pointe sans avoir à dépenser des sommes considérables pour construire et gérer des usines.

Un grand projet en Suède et un nouveau modèle économique intelligent

Cette stratégie s'est concrétisée le 12 novembre 2026, date à laquelle Sasol a annoncé officiellement sa sélection, aux côtés de l'entreprise danoise Topsoe, pour équiper la future usine d'Alby PtX en Suède. Ce projet vise à produire chaque année environ 66 000 tonnes de carburant d'aviation durable de synthèse, appelé plus simplement e-SAF. Ces volumes de carburant propre sont destinés aux marchés de l'Union européenne et du Royaume-Uni, des régions où la demande est stimulée par de nouvelles règles juridiques.

Cet accord repose sur un système de licences et de brevets qui protège les fabricants contre les risques liés à des investissements trop lourds. Topsoe fournit ses technologies exclusives pour traiter les matières premières, tandis que Sasol apporte son savoir-faire reconnu dans un procédé chimique appelé Fischer-Tropsch à basse température. Ni Sasol ni Topsoe ne prennent en charge la construction physique des bâtiments ou la gestion quotidienne du site de production. Ce sont le développeur norvégien Norsk e-Fuel et la société financière Prime Capital qui se chargent de trouver les financements et d'assumer les risques financiers, avec l'aide précieuse de RES. Le calendrier prévoit que la décision finale d'investissement soit prise en 2028, pour un lancement des ventes et une production programmés en 2031.

La pression de la loi européenne, moteur du marché

Si ce projet attire autant l'attention des investisseurs et des analystes économiques, c'est en raison des règles strictes fixées par l'Europe. Le règlement européen appelé ReFuelEU Aviation fonctionne comme un puissant planificateur économique : il oblige les compagnies aériennes qui atterrissent ou décollent des aéroports européens à utiliser une part minimale de carburants verts dans leurs réservoirs. Dès 2025, un premier seuil de 2 % est devenu obligatoire. Ce chiffre doit ensuite grimper à 6 % en 2030, avant d'atteindre un objectif impressionnant de 70 % d'ici 2050.

La catégorie spécifique des carburants de synthèse (e-SAF) fait l'objet d'objectifs encore plus précis et exigeants, fixés à 1,2 % du total en 2030, puis à 35 % en 2050. Pour les entreprises du secteur, ces chiffres représentent un marché potentiel gigantesque de plusieurs milliards d'euros, même s'ils posent un défi logistique et technique immense au quotidien.

Le grand écart entre les lois et la réalité des usines

Malgré la volonté affichée et les encouragements des dirigeants européens, les chiffres économiques montrent un fossé énorme entre ce que la loi exige sur le papier et ce que les usines sont réellement capables de produire sur le terrain. Selon les statistiques officielles de l'Agence européenne de la sécurité aérienne, les quantités de carburants durables distribuées dans les aéroports européens ont atteint 1,1 million de tonnes en 2025, ce qui représente à peine 2,79 % de tout le carburant consommé par les avions.

Près de 80 % de ces volumes provenaient en réalité de simples biocarburants traditionnels. L'e-SAF de synthèse, quant à lui, en est encore à ses premiers pas sous forme de projets pilotes, et aucune grande usine industrielle n'avait atteint le stade final du financement avant l'arrivée du projet en Suède. Ce manque d'usines de production crée des tensions sur les prix et offre une opportunité financière en or pour les entreprises qui détiennent les brevets technologiques.

Une autre solution pour générer des revenus

Pour réussir à faire rentrer de l'argent rapidement et amortir ses dépenses de recherche en attendant que le marché mondial de l'e-SAF devienne mature, Sasol diversifie habilement ses sources de revenus. En avril 2026, le groupe a franchi une étape économique importante en obtenant la certification internationale ISCC Plus (une extension du label international ISCC qui permet de certifier l'ensemble des matières premières durables comme les déchets, les huiles usagées ou les plastiques recyclés dans tous les secteurs industriels hors carburants de transport) pour sa raffinerie appelée Natref, un label de qualité très recherché attribué par l'organisme d'audit allemand TUV SUD (une grande entreprise allemande spécialisée dans les services de test, d'inspection, d'audit et de certification).

Cette certification autorise le groupe à produire et à exporter vers l'Union européenne des carburants propres fabriqués à partir d'huiles de cuisson déjà utilisées et d'huiles végétales récupérées. Même si ce système repose sur des biocarburants classiques et non sur de l'hydrogène de synthèse, il offre à Sasol une bouffée d'oxygène financière non négligeable, lui permettant de faire du profit sur le marché européen à court terme tout en préparant l'avenir.

Malgré ces belles perspectives, la fabrication de carburants durables reste un secteur financièrement très risqué et agité par de nombreuses incertitudes. En juin 2026, la coentreprise Zaffra, qui avait été montée au départ par Sasol et Topsoe pour accélérer le développement de ces technologies, a été dissoute et a arrêté ses activités sans avoir vendu le moindre litre de carburant, montrant à quel point il est difficile de faire vivre des structures lourdes dans ce domaine.

Cette fermeture a d'ailleurs mis le doute sur l'avenir d'un autre projet d'envergure en Allemagne, estimé à plus de 500 millions de dollars, qui bénéficiait pourtant de millions d'euros d'aides publiques de la part de l'État. Les obstacles économiques restent très importants : construire ces usines coûte une fortune, les banques hésitent parfois à prêter l'argent en raison des risques technologiques, et le prix de l'hydrogène propre reste très élevé sur le marché.

C'est exactement pour contourner ces pièges financiers que Sasol et Topsoe ont choisi de changer de méthode : au lieu de risquer des milliards pour bâtir et posséder des usines, ils préfèrent vendre leur savoir-faire et leurs licences technologiques. De cette façon, ils protègent leurs comptes tout en restant au premier plan de la transition écologique mondiale.

R.T

ECONOMIE

CROISSANCE

L'ÉCONOMIE SUD-CORÉENNE PROGRESSE MALGRÉ LES PRESSIONS INFLATIONNISTES

Par Nawal Bordji

L'économie sud-coréenne continue de « progresser à un rythme solide », même si la hausse des prix du pétrole pourrait peser sur le quotidien de la population, a estimé vendredi le ministère de l'Économie et des Finances.

Cette évaluation figure dans le rapport économique de novembre du ministère, appelé « Livre vert ». Elle laisse entrevoir des perspectives plus favorables, alors que l'économie « se rétablit » depuis mai.

Le ministère avait commencé à parler de « reprise » en novembre 2025 et avait maintenu cette évaluation jusqu'au mois dernier, sauf en avril. Dans son rapport d'avril, il n'avait pas mentionné de « reprise » et avait plutôt évoqué « des risques baissiers accrus » en raison de la guerre au Moyen-Orient, avant de réutiliser le terme en mai.

« Récemment, l'économie sud-coréenne continue de progresser à un rythme solide, soutenue par une forte hausse des exportations et une accélération de la croissance des investissements, grâce à une amélioration progressive de la consommation », a indiqué le ministère.

« Toutefois, les incertitudes liées à la guerre persistante au Moyen-Orient, les pressions inflationnistes provoquées par les prix élevés du pétrole et les difficultés d'emploi pour les groupes et secteurs vulnérables pourraient peser sur la vie quotidienne de la population », a-t-il ajouté.

En octobre, les exportations sud-coréennes ont bondi de 93,7 % sur un an, atteignant un niveau record de 115,3 milliards de dollars, portées en grande partie par une forte augmentation des expéditions de semi-conducteurs.

La Corée du Sud a également créé 139 000 emplois en octobre par rapport au même mois de l'année précédente. Ce chiffre dépasse la barre des 100 000 pour le quatrième mois consécutif.

Le taux d'emploi des Sud-Coréens âgés de 15 à 64 ans s'est élevé à 70,4 % le mois dernier, en hausse de 0,3 point de pourcentage sur un an.

En revanche, celui des jeunes de 15 à 29 ans a diminué de 1,7 point de pourcentage, pour s'établir à 42,9 %. Le nombre de personnes employées dans cette tranche d'âge a reculé de 196 000 sur un an, marquant la 48e baisse mensuelle consécutive.

Les prix à la consommation ont augmenté de 2,8 % en octobre par rapport à l'année précédente, un ralentissement par rapport à la hausse de 2,9 % enregistrée en septembre et à celle de 3,1 % en août.

Le ministère des Données et des Statistiques a précisé que les prix des produits pétroliers ont progressé de 14,9 % sur un an en octobre, contribuant à hauteur de 0,56 point de pourcentage à la hausse annuelle des prix à la consommation. Il s'agit de la plus forte croissance depuis juillet, où le taux avait atteint 15,5 %.

Le ministère des Finances a ajouté que l'économie mondiale continuait de croître à un rythme modéré, mais que des incertitudes persistaient concernant l'évolution de la guerre au Moyen-Orient et l'orientation des politiques liées à l'industrie de l'intelligence artificielle (IA).

Le ministère a promis d'accélérer les efforts visant à élargir les bases de la croissance, tout en renforçant les politiques destinées à stabiliser les conditions de vie de la population et à réduire les inégalités, afin que les bénéfices de la croissance profitent à l'ensemble de l'économie.

N.B

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RÉUNIS À MADRID AVANT LA 50e CONFÉRENCE DE L'EUCOCO

DES PARLEMENTAIRES RÉCLAMENT UN RÉFÉRENDUM SUR L'AVENIR DU SAHARA OCCIDENTAL

Dans une déclaration publiée vendredi à Madrid, des parlementaires ont appelé la communauté internationale à défendre le droit du peuple sahraoui à choisir son avenir. Ils demandent l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination et l'indépendance, conformément au droit international et aux résolutions de l'ONU.

Par Yacine Boudali

Cette réunion s'est tenue avant la 50e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), organisée vendredi et samedi dans la capitale espagnole. Les parlementaires appellent les Nations unies à jouer un rôle central pour achever le processus de décolonisation du Sahara occidental et permettre au peuple sahraoui d'exercer ses droits.

Ils demandent aussi aux pays et aux organisations internationales d'éviter toute initiative qui pourrait aggraver l'instabilité dans la région. Selon eux, le temps qui passe ne justifie pas de s'écarter du droit international.

Les signataires se disent également préoccupés par la situation des droits humains dans les territoires sahraouis occupés. Ils demandent au Maroc d'y permettre l'accès aux organisations et aux observateurs internationaux, ainsi que la libération immédiate des prisonniers sahraouis.

La déclaration appelle par ailleurs le prochain gouvernement espagnol à prendre ses responsabilités concernant le Sahara occidental. Les parlementaires rappellent que, selon eux, l'Espagne demeure la puissance administrante du territoire.

Enfin, ils réaffirment leur soutien au Réseau interparlementaire pour le Sahara occidental (RIPSO) et invitent les élus du monde entier à mener des actions concrètes en faveur des droits du peuple sahraoui, notamment celui de décider de son avenir.

Y.B

LES DROITS HUMAINS BAFOUÉS PAR LE MAKHZEN

UNE ASSOCIATION DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS DÉNONCE LES PEINES DE PRISON PRONONCÉES À L'ENCONTRE D'ÉTUDIANTS SAHRAOUIS

La Ligue pour la protection des détenus sahraouis dans les prisons de l'occupation marocaine a dénoncé samedi les "peines injustes" prononcées à l'encontre de quatre étudiants sahraouis, exigeant leur libération immédiate.

Dans un communiqué relayé par l'agence de presse sahraouie (SPS), la Ligue a dénoncé les condamnations prononcées à l'encontre des étudiants sahraouis, ainsi que l'interdiction faite aux avocats internationaux, aux défenseurs des droits humains et aux observateurs d'accéder au tribunal pour suivre leur procès.

La ligue a dénoncé les peines prononcés à l'encontre des étudiants, à savoir deux années d'emprisonnement ferme pour chacun d'entre eux, assorties d'amendes, appelant au respect du droit à un procès équitable, à l'indépendance de la justice et le respect des droits de la défense.

Elle a, par ailleurs, exhorté les organisations et instances internationales de défense des droits humains, en particulier les mécanismes des Nations unies chargés des droits de l'Homme, à assurer le suivi de l'affaire de ces étudiants, à surveiller les conditions de leur procès et à exercer des pressions afin de garantir le respect de leurs droits fondamentaux et d'œuvrer à leur libération.

Le tribunal de première instance de Rabat avait prononcé, vendredi, des peines à l'encontre des quatre étudiants sahraouis, arrêtés le 12 octobre dernier à la suite de leur participation à un sit-in pacifique organisé à l'appel des familles des détenus du groupe de Gdeim Izik, en solidarité avec les prisonniers qui observaient alors une grève de la faim.

Les peines prononcées consistent en deux années d'emprisonnement ferme pour chacun des détenus assorties d'une amende de 15.000 dirhams par personne.

Selon le communiqué, ces arrestations et condamnations s'inscrivent dans le cadre des pratiques du régime du Makhzen visant à restreindre les droits et libertés fondamentaux, dans un contexte marqué par des inquiétudes croissantes quant au respect des garanties d'un procès équitable, particulièrement dans les affaires à caractère politique impliquant des étudiants et des militants sahraouis.

La Ligue a estimé que l'encerclement du tribunal et l'interdiction faite aux avocats, aux observateurs et aux défenseurs des droits humains de suivre le déroulement de l'audience constituent une "atteinte grave" aux garanties du contrôle des droits humains sur le fonctionnement de la justice et soulèvent de "sérieuses interrogations".

RI

EUCOCO

POURSUITE DES TRAVAUX DE LA 50E ÉDITION À TRAVERS PLUSIEURS ATELIERS

Les travaux de la 50e édition de la Conférence européenne de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), qui se tient dans la capitale espagnole, Madrid, se sont poursuivis samedi à travers la tenue de plusieurs ateliers consacrés à l'examen des principaux axes liés à la question sahraouie. L'atelier politique et médiatique, coprésidé par le Premier ministre sahraoui, Bouchraya Hamoudi Bayoun, le chargé des relations avec l'Europe et les institutions de l'Union européenne, Omar Mansour, et le président de la Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui, Pierre Galand, a entamé ses travaux par l'examen des différentes questions liées au statut de l'Etat sahraoui et à l'impact que peuvent avoir les amis du peuple sahraoui en accompagnant les Sahraouis dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance. Cet atelier a également abordé les moyens de renforcer la présence politique et médiatique de la question sahraouie et de développer les mécanismes de solidarité et de plaidoyer aux niveaux européen et international.

Les participants ont notamment examiné en détail l'ensemble des questions politiques, en particulier la situation actuelle à la lumière des développements internationaux ayant marqué la question sahraouie, dont l'échec du Conseil de sécurité de l'ONU à renouveler le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et les répercussions de cette situation sur la paix et la stabilité dans la région.

Les questions liées aux ressources naturelles, aux droits de l'homme et aux graves violations commises par l'Etat occupant marocain à l'encontre des citoyens sahraouis dans les villes occupées du Sahara occidental, ainsi qu'aux crimes perpétrés contre des civils sans défense à la suite de la violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu, ont constitué les principaux thèmes de l'atelier consacré aux ressources naturelles et aux droits de l'homme.

Cet atelier, auquel ont pris part de nombreux militants des droits de l'homme, juristes et journalistes de différents pays, a constitué une occasion de dénoncer les pratiques répressives de l'occupation marocaine, qui se déroulent loin des regards. Un autre atelier, coprésidé par le conseiller du président sahraoui chargé des ressources naturelles et des questions juridiques, Oubbi Bouchraya El Bachir, la représentante du Front Polisario en Suisse et auprès des rganisations internationales à Genève, Nadjat Handi, et le président de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) au Pays basque (Espagne), Jesus Garay, a porté sur les questions du pillage des ressources naturelles du Sahara occidental, des violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés, ainsi que sur les moyens d'activer les mécanismes juridiques et internationaux visant à protéger les droits souverains du peuple sahraoui.

L'atelier intitulé "Renforcer la résilience des Sahraouis et le statut de l'Etat sahraoui" a été consacré à l'examen des moyens de solidarité et de soutien à la lutte des Sahraouis, à travers la participation des institutions de l'Etat sahraoui aux actions de coopération et de soutien humanitaire, ainsi que le renforcement de sa position aux niveaux continental et international.

Les travaux de la 50e édition de la Conférence de la Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) avaient été ouverts vendredi soir dans la capitale espagnole, Madrid, avec une large participation de représentants de mouvements politiques et d'organisations de défense des droits de l'homme.

Cette rencontre internationale rassemble notamment des parlementaires, des universitaires, des journalistes, des experts et des représentants de la société civile, afin d'examiner les principaux défis auxquels est confrontée la question sahraouie et de réaffirmer le soutien international à la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance, dans une étape charnière marquée par la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, le 30 octobre dernier, de ne pas renouveler le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), après 35 années de présence dans le territoire occupé.

RI

COP31

L'ONU APPELLE LES NÉGOCIATEURS À ACCÉLÉRER LES DISCUSSIONS ET À RÉGLER LES QUESTIONS LITIGIEUSES

Le secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Simon Stiell, a appelé samedi les négociateurs participant à la Conférence des Nations unies sur le climat "COP31", qui se tient en Turquie, à accélérer la conclusion d'un accord et à éviter les "retards tactiques", alors que le sommet entame sa deuxième et dernière semaine.

"Chaque pays a un point de vue et chaque pays a une voix. Parvenir à un accord sur chaque mot et chaque phrase importante est difficile, mais nécessaire", a déclaré M. Stiell devant la conférence ajoutant qu'aucun succès collectif ne peut être réalisé sans concessions de la part de toutes les parties. Le secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies a exhorté les négociateurs à "avancer rapidement" sur les questions les plus complexes et à éviter les "retards tactiques".

La conférence annuelle des Nations unies sur le climat fait face à de nouveaux défis cette année, dans un contexte marqué par la multiplication des crises, notamment les guerres et l'inflation, qui ont relégué la question du réchauffement climatique au second plan dans les priorités des gouvernements du monde.

Un rapport publié par les Nations unies le mois dernier avait conclu que le monde se dirigeait déjà vers un dépassement du seuil de 1,5 degré de hausse des températures, une limite dont le respect permettrait, selon les scientifiques, d'éviter les pires conséquences des changements climatiques.

RI

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

LES DÉBOIRES DU TOUT AUTOMATIQUE

6000 VOLS ANNULÉS AUX USA SUITE À UNE PANNE GÉANTE

Une panne de communication a provoqué l'annulation de près de 6.000 vols aux États-Unis. Au-delà de la perturbation, l'incident met en lumière les faiblesses d'un système de contrôle aérien confronté à des équipements vieillissants et à un manque d'investissements.

Par Yakout Abina



Le trafic aérien américain a repris progressivement après plusieurs heures de paralysie provoquées par une panne de communication ayant conduit les autorités à suspendre l'ensemble des décollages. Cette décision exceptionnelle a entraîné l'annulation de près de 6000 vols dans le monde et perturbé les déplacements de centaines de milliers de passagers.

Si l'espace aérien a rouvert dans la nuit de vendredi à samedi, le retour à la normale s'annonce plus long. Les compagnies aériennes doivent encore réorganiser leurs opérations, repositionner des avions déroutés et prendre en charge les nombreux voyageurs restés bloqués dans les aéroports.

Dans un premier temps, les autorités ont écarté toute hypothèse de cyberattaque ou d'acte malveillant. « Il n'y a aucun lien entre cet incident et le bug Microsoft. Pour l'instant, il ne s'agit pas d'une cyberattaque », a assuré le ministre de la sécurité intérieure, Markwayne Mullin, tout en précisant que les investigations se poursuivaient.

Le véritable problème derrière cette panne

Au-delà de la panne elle-même, l'incident révèle un problème beaucoup plus profond, le vieillissement des infrastructures du contrôle aérien américain. Selon les autorités, les communications et les radars fonctionnaient seulement de manière intermittente. Dans certains cas, les aiguilleurs du ciel ne pouvaient pas, localiser immédiatement où se trouvent les avions. Malgré ces difficultés, plus de 3 500 appareils déjà en vol ont pu atterrir en appliquant les procédures de sécurité prévues.

Le plus préoccupant est que certains équipements utilisés par l'administration américaine reposent encore sur des technologies conçues dans les années 1960. Une partie des systèmes fonctionne toujours grâce à des câbles en cuivre et à des supports de stockage aujourd'hui quasiment disparus, comme les disquettes.

Autrement dit, le problème n'est pas uniquement la panne survenue vendredi dernier. C'est également la dépendance à des infrastructures anciennes dont la maintenance devient de plus en plus complexe, en raison notamment de la rareté des pièces détachées et des compétences nécessaires pour les faire fonctionner.

Cette situation s'accompagne d'un second problème celui d'une pénurie de personnel, notamment parmi les contrôleurs aériens. depuis la pandémie de Covid-19, le secteur aérien américain souffre de difficultés de recrutement et de rétention des contrôleurs aériens. Ces tensions augmentent la pression sur un système déjà fragilisé par des équipements vieillissants.

Des incidents à répétition

Cette panne n'est pas un cas isolé. Elle s'inscrit dans une succession d'incidents qui témoignent des vulnérabilités du système américain. En janvier 2023, une panne informatique nationale avait déjà conduit à l'arrêt des décollages dans tout le pays.

Au printemps 2025, deux interruptions des communications avaient perturbé les opérations à Newark, l'un des principaux aéroports de la région de New York, après une coupure des télécommunications reliant un centre de contrôle de Philadelphie. En septembre 2026, des centaines de vols avaient également été annulés sur la côte Est en raison de la rupture accidentelle d'une liaison de télécommunications.

Les États-Unis ne sont pas les seuls confrontés à ce type de difficultés. Le secteur aérien mondial a connu plusieurs paralysies similaires dues à des défaillances techniques ou informatiques. Au Royaume-Uni, le système de contrôle aérien (NATS) a subi d'importantes pannes en août 2023 et en septembre 2026, entraînant à chaque fois l'annulation de plus de 2000 vols. En Suisse (juin 2022) et à Paris-Orly (mai 2025), des incidents matériels dans les tours de contrôle ont également forcé l'arrêt ou la réduction massive du trafic. À l'échelle planétaire, la panne informatique CrowdStrike/Microsoft de juillet 2024 avait cloué près de 7000 avions au sol en une journée, tandis qu'un bug logiciel en novembre 2025 avait nécessité le rappel temporaire de 6000 Airbus A320. Dans tous ces cas, les procédures de secours ont permis de garantir la sécurité des vols tout en provoquant d'importants retards en cascade.

La panne survient alors que la Maison Blanche vient de réclamer au congrès une enveloppe de 30,1 milliards de dollars destinée à moderniser les aéroports et le système de contrôle aérien américain.

R.T

FIN DES VOITURES THERMIQUES EN 2035

L'UNION EUROPÉENNE ENVISAGE UN ASSOUPLISSEMENT

Par Salim Nait Ouguelmim

L'Union européenne avait fixé un cap ambitieux : la fin de la vente des voitures thermiques neuves en 2035. Mais aujourd'hui, un assouplissement de la réglementation se dessine. Les constructeurs pourraient finalement conserver une place limitée aux moteurs thermiques, sous certaines conditions. Bruxelles aurait-elle voulu aller trop vite ? Retour sur un dossier qui divise et qui pourrait bien redessiner l'avenir de l'automobile européenne.

Pour comprendre les enjeux, il faut revenir à l'origine de la réglementation. Lors de l'adoption du règlement (UE) 2023/851, l'objectif était on ne peut plus clair : une réduction de 100 % des émissions de CO2 des véhicules neufs en 2035 par rapport aux niveaux de 2021. Concrètement, cela signifiait que les voitures neuves équipées d'un moteur à explosion, qu'elles soient purement thermiques ou hybrides, devaient disparaître des catalogues européens des constructeurs. Un véritable changement de paradigme pour l'industrie automobile, qui devait alors se tourner massivement vers la propulsion électrique à batterie.

Ce règlement visait à aligner le secteur automobile sur les objectifs climatiques de l'Union européenne, notamment la neutralité carbone à l'horizon 2050. Il s'agissait d'une décision forte, portée par une volonté politique d'accélérer la transition énergétique et de réduire la dépendance aux énergies fossiles. Les constructeurs étaient donc prévenus : ils disposaient d'un peu plus d'une décennie pour adapter leurs gammes, leurs usines et leurs modèles économiques à cette nouvelle réalité.

Toutefois, l'Union européenne semble aujourd'hui revenir partiellement sur cette décision. En ce début novembre, un vote de la commission de l'Environnement du Parlement européen a eu pour but de remodeler cette règle. Le cap de 2035 serait conservé, mais la réduction des émissions de CO2 devrait atteindre 87,5 % par rapport à 2021, et non plus 100 %. Ce qui laisse quelque peu d'espoir aux moteurs thermiques de continuer à exister sous le capot de certains véhicules. Concrètement, cela signifie que les constructeurs ne seraient plus tenus de vendre uniquement des voitures zéro émission à partir de 2035. Ils pourraient conserver une part limitée de véhicules équipés d'un moteur thermique, à condition que ces derniers soient compensés par des efforts supplémentaires ailleurs. Cette évolution réglementaire traduit une prise de conscience : la transition vers le tout-électrique pourrait être plus difficile que prévu, notamment en raison de la lenteur de la demande et des infrastructures de recharge encore insuffisantes dans certains pays. Le projet de texte du règlement prévoit également des mécanismes de compensation. Il est notamment question de l'achat de crédits liés à l'utilisation d'acier « vert » produit en Europe. Ce dispositif permettrait aux constructeurs de produire des véhicules plus polluants que la cible fixée par l'Union européenne, à condition qu'ils réalisent d'importants efforts sur la décarbonation de la production du véhicule lui-même. Autrement dit, un constructeur qui utilise de l'acier bas carbone ou qui réduit fortement l'empreinte carbone de ses usines pourrait bénéficier d'une certaine flexibilité sur les émissions d'échappement de ses véhicules. Ce mécanisme de compensation illustre la volonté de Bruxelles de ne pas pénaliser excessivement les constructeurs qui investissent dans la décarbonation de leur chaîne de production. Il s'agit d'une approche plus globale, qui prend en compte l'ensemble du cycle de vie du véhicule et pas seulement ses émissions à l'échappement.

En réduisant son objectif de 100 % à 87,5 % de décarbonation, l'Union européenne ne sauve pas les voitures thermiques pour autant. En effet, il y aura un espoir pour que des voitures hybrides performantes utilisent toujours un moteur thermique, mais celles-ci devront faire des efforts considérables sur les émissions d'échappement. L'ONG Transport & Environment estime que cette modification pourrait permettre à jusqu'à 39 % des voitures vendues après 2035 de conserver un moteur thermique. Toutefois, il ne s'agirait pas de moteurs performants et émouvants. Il y a de fortes chances que ces moteurs soient fortement dépollués, bridés et silencieux. On pourrait voir se développer des hybrides à la manière des Super-Hybride DM-i de BYD, avec l'usage du moteur thermique principalement pour générer de l'énergie vers les batteries et, occasionnellement, entraîner les roues. Dans ce schéma, le moteur thermique devient un simple générateur, relégué à un rôle auxiliaire, loin des sensations de conduite que certains automobilistes recherchent.

Les moteurs thermiques pourront toutefois continuer d'exister s'ils fonctionnent uniquement avec du carburant synthétique, appelé e-fuel. Ces véhicules seront alors considérés comme totalement décarbonés, car les e-fuels sont produits à partir d'énergie renouvelable et captent du CO2 lors de leur fabrication. Toutefois, il n'est pas certain que cette solution sauve le moteur thermique pour toutes les bourses. Les e-fuels seront très certainement très coûteux, avec des tarifs dépassant largement ceux de l'essence actuellement. Les véhicules e-fuels seront réservés à une certaine élite, Porsche étant un acteur majeur sur le sujet des e-fuels.

Cette solution pose également la question de la disponibilité des e-fuels à grande échelle. Leur production nécessite d'importantes quantités d'énergie renouvelable, et les volumes disponibles seront probablement limités dans un premier temps. Les automobilistes modestes risquent donc de se tourner vers d'autres solutions, comme les véhicules électriques d'occasion ou les transports en commun.

S.N.O

ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

PRÉSERVATION DES EAUX TRANSFRONTALIÈRES

AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS ALGÉRIENNES

À Antalya, en marge de la COP31, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a dénoncé des pratiques illégales sur les eaux partagées aux frontières ouest de l'Algérie. Elle a aussi présenté les initiatives nationales pour renforcer la résilience environnementale face aux changements climatiques.

Par Chaïmaa Sadou



La protection des ressources hydriques et la lutte contre les atteintes aux écosystèmes ont dominé une rencontre organisée jeudi dans la ville turque, en marge de la conférence onusienne sur le climat. La ministre y a souligné que les pratiques constatées au niveau des eaux partagées aux frontières ouest étaient contraires aux usages et aux conventions internationales régissant la protection de ces ressources.

Organisée par son département, en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la rencontre a permis de présenter les préoccupations algériennes concernant la pollution des eaux transfrontalières. Selon le communiqué du ministère, un exposé audiovisuel a mis en évidence des pratiques de pollution systématique susceptibles de porter atteinte à l'équilibre écologique, à la qualité des ressources hydriques et à la biodiversité.

Cette question est d'autant plus sensible que les changements climatiques accentuent la pression sur les ressources en eau, multiplient les épisodes de sécheresse et fragilisent les milieux naturels. La préservation des eaux partagées exige ainsi une gestion responsable, une surveillance régulière de leur qualité et une coopération respectueuse des engagements environnementaux internationaux.

La rencontre a également mis en lumière plusieurs réalisations algériennes en matière d'adaptation climatique. Parmi elles, le Barrage vert, le parc d'Oued Smar et les stations de dessalement de l'eau de mer. Ces projets illustrent les efforts engagés pour diversifier les ressources hydriques, lutter contre la dégradation des terres, atténuer les effets du climat et protéger les écosystèmes.

Placée sous le thème « L'Algérie, terre de résilience : des savoirs ancestraux aux solutions d'adaptation au climat », la rencontre a réuni plusieurs responsables internationaux, dont la secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Yasmine Fouad, ainsi que des responsables gouvernementaux et des acteurs associatifs engagés dans la protection de l'environnement.

Par-delà les échanges diplomatiques, la préservation des ressources naturelles demeure un enjeu majeur de sécurité environnementale et de développement durable. Face aux pressions climatiques et aux risques de pollution, la protection de l'eau appelle une mobilisation collective, une responsabilité partagée et des actions concrètes pour préserver ce patrimoine naturel au profit des générations futures.

C.S

COP31 À ANTALYA

L'UNION AFRICAINE APPELLE À INVESTIR DANS L'EAU ET LE FINANCEMENT CLIMATIQUE

Par Halim Derdar

L'Union africaine (UA) a demandé davantage d'investissements dans la sécurité de l'eau et l'assainissement. Elle souhaite aussi que les pays africains accèdent plus facilement au financement climatique. Objectif : rendre le continent plus résistant face aux effets du changement climatique. Cet appel a été lancé à l'occasion de la Journée de l'Afrique, organisée dans le cadre de la 31e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP31).

Cette rencontre de haut niveau s'est tenue à Antalya, en Turquie. Son thème : « Sécuriser l'eau de l'Afrique : renforcer la résilience climatique, l'action précoce et le financement climatique ». Elle a réuni des dirigeants africains, des ministres, des partenaires au développement, des institutions financières, des représentants du secteur privé, de la société civile et de la jeunesse. L'information provient d'un communiqué de l'UA publié samedi sur son site officiel.

Les participants ont insisté sur plusieurs points. Il faut, selon eux, investir davantage dans des infrastructures d'eau et d'assainissement capables de résister au changement climatique. Ils demandent aussi de renforcer les systèmes d'alerte précoce face aux risques multiples. Enfin, ils appellent à protéger et restaurer les écosystèmes, les forêts, les îles, les zones côtières et les paysages qui aident à préserver les ressources en eau.

Le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, s'est exprimé dans une déclaration lue en son nom par Moses Vilakati. Ce dernier est commissaire de l'UA chargé de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable. Mahmoud Ali Youssouf a appelé les gouvernements africains à placer la sécurité de l'eau et l'assainissement au cœur de leurs stratégies climatiques nationales, de leurs plans de développement et de leurs investissements publics. « Investir aujourd'hui dans la préparation aux catastrophes coûte moins cher que de devoir y faire face demain. Les alertes précoces doivent déboucher sur une action rapide, appuyée par des services climatiques performants », a-t-il souligné. Il a aussi encouragé les partenaires internationaux, les banques multilatérales de développement et les institutions de financement climatique à proposer des financements d'adaptation plus accessibles et plus prévisibles, adaptés aux besoins des pays africains.

De son côté, le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Claver Gatete, a plaidé pour des financements climatiques plus abordables. Il a également demandé une meilleure préparation des projets et une mobilisation plus forte des ressources nationales et des capitaux privés.

Les discussions ont aussi mis en avant l'urgence de renforcer les dispositifs de prévision et les systèmes hydrométéorologiques. Elles ont souligné la nécessité de mieux se préparer au phénomène El Niño, attendu pour la période 2026-2027.

H.D

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT, DES ENJEUX ÉTROITEMENT LIÉS

Les progrès en matière d'adaptation au changement climatique et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) sont étroitement liés, et leur prise en charge coordonnée permettrait de renforcer la résilience des sociétés et de préserver les acquis du développement, selon un nouveau rapport d'un groupe d'experts mandaté par l'ONU.

Intitulé: "Exploiter les synergies entre l'adaptation et les ODD : renforcer la résilience et pérenniser les progrès du développement", ce quatrième Rapport mondial sur les synergies entre le climat et les ODD a été présenté à l'occasion de la 31e Conférence des Nations unies sur le climat (COP31), qui se tient à Antalya, en Turquie.

Le document souligne que la coordination des politiques, de la planification et des financements consacrés à l'adaptation climatique et au développement durable permettrait aux gouvernements d'optimiser leurs investissements et de mieux protéger les populations face aux effets des phénomènes climatiques extrêmes.

Selon ses auteurs, la plupart des investissements étudiés dans le domaine de l'adaptation génèrent entre un et six dollars de bénéfices pour chaque dollar dépensé, tout en contribuant à préserver les revenus, la sécurité alimentaire et la santé.

Le rapport cite notamment les travaux publics engagés en Ouganda en réponse à la sécheresse, qui ont généré quelque 41 millions de dollars de bénéfices pour un coût de 14 millions de dollars. Il relève également que la préservation des mangroves permet d'éviter chaque année plus de 65 milliards de dollars de dégâts matériels à l'échelle mondiale.

Les systèmes de protection sociale, les assurances, l'épargne et les services de santé contribuent également à limiter les pertes lors des catastrophes. Au Bangladesh, les aides financières versées avant les inondations de 2020 ont ainsi permis de faire passer de 11 à 27 % la proportion de familles évacuées.

Toutefois, les experts mettent en garde contre les limites des dispositifs d'adaptation face à l'intensification des phénomènes extrêmes, soulignant la nécessité de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre.

Le document relève, par ailleurs, l'insuffisance des financements consacrés à ces deux agendas, encore largement planifiés et financés séparément, appelant à renforcer leur coordination pour répondre aux besoins croissants des pays en développement.

Il estime que les besoins d'adaptation de ces pays à l'horizon 2035 sont 12 à 14 fois supérieurs aux financements publics internationaux actuellement mobilisés, tandis que le déficit annuel de financement des ODD y est évalué à 4.000 milliards de dollars.

R.Env

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

CONGRÈS NATIONL DE L'ASSOCIATION ALGÉRIENNE DE DIABÉTOLOGIE

CLÔTURE HIER DE LA 27e ÉDITION

Sous le haut patronage du ministre de la Santé, et dans le cadre du développement de la recherche scientifique dans le domaine de la santé et du suivi de l'évolution du diabète en Algérie, le 27e Congrès national de l'Association algérienne de diabétologie s'est tenu pendant trois jours, du 12 au 14 novembre en cours. Il s'est conclu hier par une série de conférences données par des médecins spécialistes algériens et étrangers.

Par Ikram Haou



Cette édition s'est déroulée à Djamaa El Djazair d'Alger, en partenariat avec le Groupe des représentants économiques et des sponsors, notamment le groupe Saidal. Elle a réuni de nombreux établissements et laboratoires participants, qui ont présenté des produits médicaux et pharmaceutiques spécialement conçus pour les personnes diabétiques, ainsi que pour diverses autres pathologies telles que les maladies cardiovasculaires. Ces établissements ont présenté les technologies et les dispositifs médicaux les plus récents pouvant aider les personnes diabétiques à mieux gérer leur maladie.

La journée de clôture a été consacrée à un programme de conférences. La première, intitulée « Diabète & cancer », a été présentée par D. Chaouki, E. Kerboua et M. Bensalah. Les médecins ont expliqué la relation entre le diabète et le cancer.

La deuxième conférence avait pour thème « Grippe et vieillissement : l'immunité ne vieillit pas seule… La prévention doit suivre », présentée par le Pr Réda Djidjik. Ce thème a été suivi d'un autre, en relation, sur la « Prévention du DT1 et obésité », avec les représentants K. Boudaoud et S. Khensal. Les intervenants ont déclaré que la prudence et la prévention du diabète sont essentielles, précisant que la prévention ne fait aucune distinction de sexe ou d'âge, mais s'applique à tous sans exception, des jeunes enfants aux adultes et aux personnes âgées. Ils ont présenté les principales méthodes de prévention, à savoir le diagnostic précoce et la détection de tout facteur de risque potentiel de diabète. Selon eux, il est essentiel de prévenir la maladie avant même qu'elle ne se déclare. Par ailleurs, ils ont également souligné l'importance d'une activité physique régulière. Ils ont évoqué deux types importants d'activité : l'activité de résistance et de renforcement musculaire (telle que les haltères, les bandes élastiques, le poids du corps) est essentielle pour les personnes diabétiques, parce qu'elle agit directement sur le métabolisme et complète l'endurance.

Par exemple, l'activité de résistance, telle que la musculation, peut améliorer la sensibilité à l'insuline. Également, l'augmentation de la masse musculaire (tissu très consommateur de glucose) : les muscles stockent et brûlent plus de sucre, ce qui contribue à faire baisser le taux de glucose sanguin et l'hémoglobine glyquée (HbA1c). Ainsi, les activités de force améliorent durablement la sensibilité à l'insuline et augmentent la capacité des muscles à absorber le sucre présent dans le sang. Cela nous aide donc à brûler et à stocker le sucre sanguin dans notre corps.

D'après les médecins, cela aide principalement les personnes atteintes de diabète de type 1 (DT1). De plus, l'exercice physique est le traitement idéal contre l'obésité, qui augmente le risque de développer un diabète.

À l'issue de ce 27e Congrès national de l'Association algérienne de diabétologie, des prix SADIAB 2026 ont été remis aux participants ayant soumis les meilleures recherches scientifiques sur ce sujet lié au diabète dans un délai record. Ils ont été remerciés pour leurs contributions efficaces, qui aident à comprendre les variables du diabète, les causes de son développement et les meilleures façons de le traiter. Sachant qu'il y avait une session poster commentée et une session de communication orale, où parmi les meilleurs posters, un prix a été attribué à M. Yacine Mohamed Faicel (variation de l'insuline, du glisimé et du HOMA après une seule journée d'alimentation riche en céréales).

De la part du président de l'Association algérienne de diabétologie, M. Nasim Nouri, c'est un succès d'avoir organisé la 27e édition de ce congrès national, dans des conditions un peu particulières, pour obtenir des résultats différents des anciennes éditions, où ils ont inclus les candidatures des participants présentant de nouvelles recherches scientifiques. Ce succès est donc un succès collectif qui combine les apports de la recherche scientifique et les résultats du domaine médical appliqué lié au diabète.

Le Dr Tlemçani, assistante à la DGSN à Oran, nous a déclaré l'importance de cet événement : « Pour les médecins, c'est pour la mise à jour des traitements et la prise en charge des patients, pour avoir aussi des nouveautés concernant la prise en charge des patients. Et pour les patients, c'est pour pouvoir mieux améliorer leur qualité de vie et pour mieux saisir la prise en charge de leurs pathologies, surtout avec le pourcentage de diabète en Algérie qui ne cesse d'augmenter. Donc il est très important de parler de ce sujet, et d'essayer de parler même des facteurs qui peuvent permettre de prévenir cette pathologie avant même son apparition », a-t-elle souligné.

I.H

CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN

CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION À L'IMPORTANCE DU DÉPISTAGE PRÉCOCE DU DIABÈTE

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a organisé, samedi à Alger, une campagne nationale de sensibilisation à l'importance du dépistage précoce du diabète, à l'occasion de la Journée mondiale du diabète, coïncidant avec le 14 novembre de chaque année.

Cette campagne vise, selon ses organisateurs, à renforcer la sensibilisation sanitaire et à ancrer une culture de la prévention, en mettant l'accent sur l'importance du dépistage précoce du diabète, la sensibilisation à ses facteurs de risque, aux moyens de prévention et à la réduction de ses complications.

Cette initiative, lancée au boulevard des fusillés (commune de Mohamed Belouizdad), a vu la participation de médecins et de spécialistes du CRA, qui ont prodigué des conseils sanitaires aux citoyens et les ont sensibilisés à l'importance d'adopter un mode de vie sain, à travers une alimentation équilibrée, la pratique d'une activité physique et la réalisation régulière d'examens médicaux.

Lors de cette campagne, qui a connu une affluence notable, un service d'analyse de l'hémoglobine glyquée (HbA1c) a également été mis à la disposition des citoyens, leur permettant de prendre connaissance de leurs indicateurs de santé et de saisir l'importance du suivi médical.

A cet égard, le président de la commission de la santé du CRA, Mehdi Belaour, a indiqué que cette campagne constitue "une opportunité pour sensibiliser les citoyens à la nécessité du dépistage précoce du diabète et d'éviter ainsi les graves complications qui en découlent".

Il a, à cette occasion, souligné qu'en cas de diagnostic positif de la maladie, "la personne concernée bénéficie d'un accompagnement et d'un suivi de son état de santé au niveau des centres hospitalo-universitaires (CHU)", précisant que le CRA organise des campagnes similaires à travers plusieurs wilayas du pays.

R.C

LECTURE

L'ÉTABLISSEMENT HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DE BECHAR INAUGURE UNE BIBLIOTHÈQUE AU PROFIT DES ENFANTS MALADES

Une bibliothèque destinée aux enfants malades a été inaugurée au niveau du service de pédiatrie de l'établissement hospitalier spécialisé Mohamed-Boudiaf de Bechar. Cette initiative à caractère humanitaire vise à renforcer le soutien psychologique et moral de cette catégorie de patients, tout en les encourageant à lire et à découvrir le plaisir de la lecture durant leur période de traitement, a indiqué, samedi, la direction de l'établissement. La cérémonie d'inauguration de cette bibliothèque, organisée en coordination avec la Maison de la culture de la wilaya de Bechar, s'est déroulée en présence de la directrice adjointe chargée des activités sanitaires, ainsi que de plusieurs cadres de l'établissement hospitalier.

Cet espace constituera un lieu de lecture et de divertissement éducatif, offrant aux enfants malades l'occasion de découvrir le monde du savoir et de passer des moments enrichissants dans un environnement alliant soins médicaux et prise en charge des aspects psychologiques et éducatifs, a-t-on souligné de même source. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de prise en charge des enfants malades, notamment à travers la mise à leur disposition d'espaces culturels et récréatifs au sein des établissements hospitaliers. Ces espaces contribuent à atténuer les difficultés liées au séjour à l'hôpital et à améliorer leur état moral. Les responsables de cette initiative ont salué les efforts de l'ensemble des équipes ayant contribué à la concrétisation de ce projet humanitaire, qui ambitionne de faire du livre un compagnon des enfants malades tout au long de leur période d'hospitalisation.

R.C

ACTUALITÉS SPORTIVES

SUPERCOUPE DE LA CAF

L'USM ALGER EXHIBE SON TROPHÉE À TRAVERS LES GRANDES ARTÈRES DE LA CAPITALE

L'USM Alger a paradé vendredi soir à travers plusieurs grandes artères de la capitale, pour exhiber le trophée de la Supercoupe d'Afrique, remporté dimanche dernier à Pretoria, face aux Sud-africains du Mamelodi Sundowns (3-1).

A bord d'un bus à impériale, affrété par l'ETUSA, aux couleurs de l'USMA, les héros de Soustara ont sillonné les grands artères et rues de la capitale, offrant à leurs supporters une parade haute en couleur pour célébrer leur sacre africain.

Il était environ 18h30 lorsque le bus usmiste, a pris son départ aux abords du stade du 5-Juillet. A l'étage supérieur, joueurs et membres du staff, entourés de leurs dirigeants, saluaient une foule de plus en plus nombreuse. Le rouge et le noir dominaient le paysage, des drapeaux flottaient aux balcons, tandis que les écharpes brandies dessinaient, au fil du parcours, une immense fresque aux couleurs du club algérois.

De Chevalley à El-Biar, en passant par le boulevard Colonel Bougara, la place Audin et la Grande Poste, la caravane avançait au rythme des chants et des klaxons.

Derrière le bus, des dizaines de véhicules formaient un interminable cortège, tandis que sur les trottoirs, les supporters, toutes générations confondues, attendaient patiemment le passage de leurs idoles.



Les téléphones portables étaient braqués vers le ciel pour immortaliser ces instants, comme si chacun voulait conserver un morceau de cette soirée particulière.

Car ce trophée, remporté dimanche dernier à Pretoria face au Mamelodi Sundowns, n'est pas seulement une récompense sportive. Il symbolise la capacité de l'USM Alger à inscrire son nom au sommet du football africain et à faire rayonner, une nouvelle fois, le football algérien sur la scène continentale. En dominant les Sud-Africains, vainqueurs de la dernière édition de la Ligue des champions, les Usmistes ont signé une performance de prestige, ajoutant une nouvelle ligne à leur riche palmarès continental. Une quatrième consécration africaine qui vient rappeler la place particulière occupée par le club dans l'histoire du football national. Une délégation officielle s'était rendue au salon d'honneur de l'aéroport international Houari-Boumediene pour accueillir les champions à leur retour au pays, sous la conduite du président de la Ligue de football professionnel (LFP), Mohamed Amine Mesloug, accompagné du secrétaire général Mourad Boussafer, de dirigeants de l'USMA et de représentants du groupe Serport, propriétaire du club.

RS

LE FAIR-PLAY DANS LE SPORT

TENUE D'UN SÉMINAIRE DÉDIÉ À SÉTIF

Les travaux du séminaire national sur " le fair-play dans le sport, du comportement sportif à la construction des valeurs" ont été ouverts samedi au Centre des loisirs scientifiques de la cité El-Bez de Sétif.

La rencontre qui réunit des spécialistes du sport et des universitaires est organisée à l'initiative de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Sétif, en coordination avec le Laboratoire des sciences sociales appliquées au sport (LSSAS) de l'Ecole supérieure en sciences et technologies du sport (ESSTS) de Dely Ibrahim (Alger) sous le slogan " nous concourrons avec honneur, nous gagnons avec nos valeurs ".

Selon le directeur local de la jeunesse et des sports, Amine Meziane Chérif, la rencontre abordera huit axes, en l'occurrence " le concept de fair-play, son évolution et ses dimensions éthiques et sociales", "la psychologie de la compétition sportive et sa relation avec le fair-play", "les pressions psychologiques et les émotions pendant la compétition sportive et leur rôle dans la consolidation du fair-play", "l'intégrité de la compétition et la prévention des comportements contraires au fair-play".

Il s'agit également des axes relatifs, "les manifestations de comportements contraires au fair-play et les causes de la violence dans les stades", "le rôle des sportifs dans la promotion d'une culture du fair-play", "le rôle des académies de football, des clubs, des médias sportifs et du public" et "le fair-play et la construction des valeurs sportives et sociétales".

L'objectif, a affirmé le même responsable, est d'ancrer la culture du fair-play et de l'esprit sportif chez les pratiquants, de promouvoir l'éducation, l'éthique et les valeurs olympiques dans les institutions sportives et éducatives, de lutter contre la violence et toutes les formes de comportement anti-sportif, et de renforcer le rôle de l'entraîneur, de l'arbitre, du gestionnaire et de l'encadreur dans la diffusion d'une culture de l'intégrité sportive.

Il a également ajouté que "le défi réel pour ce séminaire est de passer du concept du fair-play en tant que comportement sur le terrain à celui d'un système intégré de valeurs qui contribuent à la construction de la personnalité de l'individu et à la préparation d'un citoyen responsable qui croit en la justice, l'intégrité, le respect et le travail collectif".

Relevant que la diffusion de cette culture n'incombe pas seulement au sportif mais constitue une responsabilité collective que partagent la famille, l'école, l'université, les clubs, les fédérations sportives, les médias et les acteurs des domaines du sport et de l'éducation, le même responsable a relevé que " le fairplay outre le respect des règles de la compétition et le rejet de la fraude et dépassements doit devenir une culture et un comportement quotidien qui traduisent les valeurs sportives, le respect du concurrent, l'acceptation de la victoire et de la défaite, le sens de la responsabilité et l'esprit sportif".

De son côté, le président du séminaire, Nasreddine Kemriche, directeur-adjoint de l'ESSTS chargé du doctorat et de l'entrepreneuriat, a considéré que "le fair-play et l'esprit sportif représentent l'essence de la pratique sportive saine", ajoutant que "les valeurs du sport se mesurent non pas par le nombre de médailles, de titres et de victoires mais le respect des règles, du concurrent et de l'éthique sportive".

RS

FOOT/ COUPE D'ALGÉRIE / DERNIER TOUR RÉGIONAL

LE RB SOUGUEUR QUITTE LA COMPÉTITION AVEC LES HONNEURS

Le Raed Baladiat Sougueur (RBS), pensionnaire du championnat de wilaya de football de Tiaret, a signé un parcours honorable en Coupe d'Algérie, en atteignant le dernier tour régional, malgré sa création au début de la saison en cours, avant de s'incliner vendredi face au GC Mascara, co-leader du championnat de Ligue 2 (Centre-Ouest), sur le score de 1 à 0.

Selon la direction du club, cette participation constitue une étape importante dans le parcours de cette jeune formation, qui a réussi à franchir plusieurs tours avant de croiser le chemin du GCM, un club expérimenté évoluant à un niveau supérieur et candidat à l'accession en Ligue 1 professionnelle.

Composée essentiellement de jeunes joueurs issus de la région, l'équipe de Sougueur a livré une prestation intéressante, faisant preuve d'une grande détermination face à son adversaire, qui a finalement remporté la rencontre sur la plus petite des marges.

La direction du "Raed" a souligné que cette expérience revêt une importance particulière pour un club à ses débuts, illustrant son ambition de bâtir un projet sportif axé sur la formation des jeunes et la valorisation des talents locaux. Malgré son élimination, le club entend tirer profit de cette expérience pour poursuivre son parcours en championnat de wilaya et concrétiser ses objectifs, en misant sur la jeunesse, la continuité et une progression graduelle.

RS

CYCLISME

SÉMINAIRE TECHNIQUE NATIONAL HIER SAMEDI EN PRÉVISION DE LA NOUVELLE SAISON

La Fédération algérienne de cyclisme (FAC) organise, samedi 14 novembre, un séminaire technique national consacré à la préparation de la saison sportive 2027, avec pour objectif de définir une vision globale visant à améliorer l'organisation, la formation et l'encadrement de la discipline, a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué.

Cette rencontre sera consacrée à l'examen de plusieurs axes stratégiques liés au développement du cyclisme national, notamment les critères et les mécanismes de classification des clubs sportifs, ainsi que l'organisation des courses régionales de challenge dans les régions Est, Centre et Ouest, précise la FAC.

Les participants aborderont également le cadre réglementaire et technique du Challenge national, les modalités de qualification des différentes catégories d'âge aux compétitions nationales, ainsi que les mécanismes d'accompagnement sportif destinés à assurer le suivi et la progression des jeunes cyclistes, ajoute la même source.

Le volet formation et encadrement figure également parmi les principaux points à l'ordre du jour, à travers la programmation de stages spécialisés au profit des entraîneurs, des soigneurs, des mécaniciens et des organisateurs.

Le séminaire portera, en outre, sur le renforcement des compétences des commissaires de course, à travers des sessions de recyclage et d'actualisation des connaissances, ainsi que sur l'élaboration et l'adoption du calendrier national des compétitions et manifestations sportives pour l'année 2027.

A travers cette initiative, la Fédération algérienne de cyclisme entend consolider les bases organisationnelles et techniques de la discipline et améliorer les conditions de préparation et de participation des différentes catégories aux compétitions nationales.

RS

ACTUALITÉS SOCIOCULTURELLES

PATRIMOINE ET SAVOIR-FAIRE

LE ZELLIGE ALGÉRIEN, UNE HISTOIRE À PRÉSERVER

Une rencontre scientifique organisée samedi au Musée public national Ahmed-Zabana, à Oran, a mis à l'honneur le zellige algérien. Les intervenants ont évoqué son histoire, sa valeur artistique et son rôle dans le patrimoine architectural islamique. Ils ont également rappelé que cet art témoigne de l'évolution des métiers et des arts en Algérie.

Par Said Slimani

Intitulée « Le zellige, mémoire des lieux et esthétique du patrimoine », la rencontre était organisée par la direction du musée, en collaboration avec le laboratoire d'histoire de l'Algérie de l'Université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella.

Le professeur Abdeljalil Mohamed Cheikhi, responsable de département au Musée public national de la calligraphie islamique de Tlemcen, a retracé l'évolution du zellige algérien. Sa présentation s'appuyait notamment sur des vestiges archéologiques datant des périodes hammadide et zianide, de la Kalaâ des Béni Hammad à la citadelle du Mechouar.

Fawzia Medjdoub, conservatrice du patrimoine au musée, a présenté les carreaux de céramique conservés dans l'établissement. Elle en a décrit les matériaux, les techniques d'émaillage, ainsi que la variété des formes, des couleurs et des motifs. De leur côté, Mohamed Attar, conservateur du Musée régional du moudjahid de Tlemcen, et Houria Bensalah, enseignante à l'Université de Tlemcen, se sont intéressés au zellige de l'époque zianide. Ils ont expliqué les principales étapes de sa fabrication : préparation de l'argile, façonnage et cuisson des carreaux, émaillage, découpe, puis assemblage en motifs géométriques. Ces décors caractérisent notamment les mosquées, les palais et les écoles historiques de l'époque.

Présidée par le professeur Boubaba Abdelkader, de l'Université d'Oran 1, la rencontre s'est achevée par un débat. Les participants ont souligné l'importance de poursuivre les recherches sur le zellige, de documenter ses techniques et de préserver les savoir-faire artisanaux qui lui sont liés. Ces efforts contribuent à protéger le patrimoine architectural algérien et à transmettre cet héritage aux générations futures.

S.S



CONFÉRENCE AFRICAINE DE LA TARIQA TIDJANIA

LAGHOUAT ACCUEILLE LA 2e ÉDITION CONSACRÉE À LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE ET À LA MÉMOIRE AFRICAINE

L'Université Amar Thelidji de Laghouat a accueilli, samedi, les travaux de la deuxième conférence africaine de la Tariqa Tidjania, organisée par le Khalifa général de la confrérie, sous le thème de ''La Révolution algérienne (1954-1962) et la mémoire africaine : la personnalité du soufi, moudjahid et voyageur, Sidi El-Hadj Ben Omar Tidjani''.

La cérémonie d'ouverture de cette conférence s'est déroulée sous la supervision du wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, et en présence du Khalife général de la Tariqa Tidjania, Sidi Ali Belarabi Tidjani, ainsi que de représentants de plusieurs départements ministériels, de personnalité religieuses, d'universitaires, et de délégations venues de plus de 20 pays africains.

Dans une allocution prononcée en son nom par Cheikh Abdelkader Guiboub, le Khalife général de la Tariqa Tidjania a affirmé que cette deuxième conférence africaine constitue un espace dédié à la préservation de la mémoire nationale et à la valorisation du rôle historique et patriotique joué par la zaouïa Tidjania et ses membres dans la lutte contre le colonialisme français et durant la glorieuse Révolution de libération nationale.

Il a également souligné l'intérêt de documenter ces périodes marquantes de l'histoire et de les transmettre aux générations futures, ajoutant que Sidi El-Hadj Ben Omar Tidjani n'était pas une simple personnalité historique, mais aussi une figure emblématique du patriotisme et du savoir.

Il incarnait la complémentarité entre l'enseignement spirituelle et la défense de la patrie, de par ses positions face au colonialisme et son attachement à la préservation de l'identité et de la dignité de la nation, sachant que ses nombreux voyages lui ont permis de diffuser le savoir, d'unifier la parole et de renforcer les liens entre les pays.

L'intervenant a indiqué, par ailleurs, que la forte représentation africaine à cette conférence reflète la profondeur des liens spirituels, scientifiques et historiques qui unissent les peuples du continent, en plus de constituer une opportunité d'échange de connaissances et d'expériences, de renouveler les liens fraternels et de renforcer la mission de la Tariqa Tidjania, fondée sur les valeurs d'amitié, de tolérance et de fraternité, au service à l'humanité.

De son côté, le représentant du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, l'inspecteur général du ministère, Hatem Ben Diffallah, a affirmé que la tenue de cette conférence à Laghouat, connue pour son passé de résistance, coïncidant avec la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, constitue une occasion de rappeler les contributions des zaouïas algériennes à la résistance contre le colonialisme et à la préservation de l'identité nationale.

Il a mis en avant leur rôle qui allait au-delà des dimensions religieuse et éducative, et était étendu à la mobilisation populaire et au soutien de la Révolution de libération nationale, notamment par la mobilisation d'hommes, de moyens et d'équipements, ainsi que par l'apport d'un soutien spirituel aux moudjahidine.

Il a expliqué, dans ce contexte, que la Tariqa Tidjania avait constitué un solide trait d'union entre la Révolution algérienne et sa profondeur africaine, grâce à son rayonnement spirituel et social à travers les pays du continent et à sa contribution à la mobilisation du soutien et de la solidarité en faveur des causes de libération.

Et d'ajouter qu'elle a constitué l'un des vecteurs de communication diplomatique et spirituelle face au colonialisme et à l'isolement que celui-ci cherchait à imposer aux peuples.

Pour sa part, le représentant du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, l'inspecteur général, Messaoud Amrouche, a mis en évidence la place historique de la Tariqa Tidjania, ainsi que celle des autres confréries soufies algériennes, dans le renforcement des liens entre l'Algérie et les pays africains, grâce à leur rayonnement scientifique, spirituel et social et à leur contribution à l'ancrage des valeurs de fraternité, de savoir, de solidarité et de tolérance entre les peuples.

Selon les organisateurs, cette conférence, qui coïncide avec la commémoration de la disparition de chérif Sidi Abdelmoutalib Tidjani, vise à mettre en exergue les dimensions nationales et africaines de la Tariqa Tidjania et à faire connaître les contributions de ses éminentes personnalités à la résistance contre le colonialisme et à la préservation de l'identité nationale.

La rencontre vise aussi à documenter la mémoire commune et à renforcer les passerelles de communication et de coopération entre l'Algérie et les pays africains.

RC

POUR L'HISTOIRE

COMMÉMORATION DU 69e ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE DJEBEL SIKH DANS LA COMMUNE DE MAALLAH

La wilaya de Mostaganem a commémoré, samedi, le 69e anniversaire de la bataille de Djebel Sikh, qui s'est déroulée au village d'Ouled Messaoud, dans la commune d'Ouled Maallah, a-t-on appris auprès de la Direction des Moudjahidine et des Ayants-droit de la wilaya.

La cérémonie commémorative de cet événement historique s'est déroulée en présence des autorités locales civiles et militaires, de membres de la famille révolutionnaire, ainsi que d'une foule nombreuse de citoyens, au niveau de la stèle commémorative érigée à la mémoire de cette bataille, au cours de laquelle plus de 100 martyrs sont tombés au champ d'honneur.

La cérémonie, qui a connu une large participation des associations de la société civile, a été marquée par la levée des couleurs nationales, le dépôt d'une gerbe de fleurs devant le mémorial, ainsi que la visite d'une exposition de photographies historiques et l'hommage rendu aux familles des martyrs de cette bataille, ajoute la même source.

Les grottes de Djebel Sikh sont situées à proximité du bord d'un oued, au douar Sidi Messaoud, dans la commune d'Ouled Maallah, à l'est de la wilaya de Mostaganem. Durant la glorieuse Guerre de libération nationale, elles ont constitué un poste de commandement, un refuge de passage et un hôpital de campagne destiné aux soins des moudjahidine blessés, ainsi qu'un dépôt de médicaments et de provisions, selon les sources historiques.

L'armée d'occupation française avait commencé à encercler ce centre, composé de cinq grottes et abritant alors plus de 100 moudjahidine, dont dix malades, à partir du 14 novembre 1957.

L'armée coloniale avait tenté de prendre d'assaut les grottes en utilisant des hélicoptères pour débarquer ses soldats, ainsi que des camions et des chars. Elle avait, toutefois, échoué face à l'intensité des tirs des moudjahidine et à leur défense héroïque de la région, dont la superficie ne dépassait pas deux kilomètres carrés.

Face à la résistance héroïque des moudjahidine et après avoir subi de lourdes pertes durant neuf jours, estimées à 60 militaires tués et 15 autres blessés, l'armée d'occupation française a eu recours à des bombes lacrymogènes et à des armes interdites au niveau international, notamment des gaz toxiques, à l'intérieur des grottes.

Cette attaque a entraîné la mort en martyrs d'environ 100 moudjahidine, tandis que les blessés et les malades ont été capturés, ajoutent les mêmes sources historiques.

RC

DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

SOMMET D'ANTALYA SUR LE CLIMAT

LA « COP31 » NOUS REFAIT SA GRANDE MESSE

Ayant depuis longtemps perdu toute dignité, les huiles aux différents postes de pouvoir acoquinées aux grands industriels, nous refont, année après année, leur cinéma d'une 'COP' qui n'a pour tout acquis l'affiche d'une annuité supplémentaire à leur arnaque annuelle.

Par Daniel Vanhove
In mondialisation.ca, 12 novembre 2026

En effet, à y regarder d'un peu plus près, ce sont les mêmes sociétés transnationales pour la plupart, qui sont à la manœuvre pour nous vendre leurs solutions pour rendre la planète soi-disant plus verte, tout en participant activement à la polluer par leurs outils industriels.

Ceux-là ont la prétention de nous faire la morale, alors qu'en réalité, les citoyens lambda comme vous et moi, ont depuis longtemps posé des choix responsables en changeant leurs ampoules électriques pour consommer moins, en diminuant d'un ou deux degrés la température du chauffage l'hiver, en évitant le gaspillage, comme celui de l'eau, de l'utilisation éhontée des plastiques, en optant pour le tri des déchets, en recyclant ce qui peut l'être, etc.

Ce à quoi nous assistons n'est en réalité qu'un effet de communication supplémentaire, dans un système qui en regorge déjà et qui est d'une fumisterie sans égale.

Ces ballets de hauts responsables, reçus en grandes pompes par les pays hôtes, descendants dans les plus beaux hôtels, mangeant les meilleurs repas, le tout dans une débauche de personnel, coûte un argent fou aux contribuables, sans obtenir les effets escomptés ou déclarés, puisque le constat s'impose année après année, de la détérioration de l'environnement où que le regard se pose.

Si certaines initiatives semblent intéressantes, comme la généralisation de centres de déchetteries qui permettent de se débarrasser d'encombrants triés plutôt que jetés sauvagement dans la nature, il convient d'y regarder à deux fois. Ainsi, lors d'un dépôt de différentes choses dans l'un de ces centres, je demandais au responsable ce que ces déchets devenaient. Pour les cartons et les papiers, pas de souci, ils sont recyclés. Pour le verre également. Pour les déchets verts issus des jardins, pareil. Mais pour ce qui est catalogué comme 'encombrants', il me disait que tout était purement et simplement enfoui dans la terre. Ben, voyons…

Ces responsables politiques et leurs liens plus que douteux avec les grands industriels sont une fois de plus pris en défaut. Ecolos compris ! De fait, nombre d'entre eux soutiennent par exemple la guerre de l'Otan par Ukraine interposée contre la Russie, y envoyant chaque nuit des centaines de drones que les défenses russes interceptent, ce qui en fait des milliers depuis que dure ce conflit. On n'ose imaginer la pollution que tout cet armement constitue, et parfois pour des années avant d'être décontaminés…

Et faut-il revenir sur la guerre US-raélienne et alliés contre l'Iran ? A-t-on la moindre idée de ce que représente la pollution dans le Détroit d'Ormuz en termes de drones abattus, ou de pétroliers en feu, et coulés avec leur cargaison et leur tonnes de ferraille au fond des eaux ? Y a-t-il encore quelque faune aquatique dans la profondeur de ces eaux ?

Autre exemple parmi ces tromperies, voilà des années que chaque mois, une session parlementaire des députés européens se tient à Strasbourg en lieu et place de Bruxelles, avec la noria de camions transportant des tonnes de dossiers qu'il faut ensuite ramener au point de départ. Chaque mois, depuis des années ! Le surcoût annuel engendré par cette migration mensuelle de 750 députés et environ 2.500 fonctionnaires, assistants parlementaires et autre personnel de la Commission européenne s'élèverait à 51,5 millions d'euros, selon un rapport sur la base de chiffres fournis par le Parlement lui-même. Chiffres contestés et largement sous-estimés par les dénonciateurs de cette gabegie qui le multiplierait par deux ou trois. Sans parler des tonnes de CO envoyés dans l'atmosphère par ces norias de camions et autres moyens de locomotion de tout ce beau monde… Et pendant ce temps-là, les mêmes nous exhortent le plus sérieusement du monde, à couper le filet d'eau qui pourrait couler le temps de notre brossage de dents…

Bienvenue dans le plus grand foutage de gueules dont nos communicants sont devenus champions toutes catégories…

Et ils voudraient qu'on les prenne au sérieux ? Et ils espèrent avoir encore quelque crédibilité dans leurs déclarations ? Se croyant au-dessus de la plèbe qu'ils méprisent au plus profond d'eux-mêmes, pensent-ils avoir encore la moindre considération de la part des citoyens qui ne sont plus dupes de leurs manigances sordides ?

D.V

CONFLIT UKRAINIEN

LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN ÉVOQUE DES CHANGEMENTS TERRITORIAUX EN UKRAINE

Par Lucas Leiroz de Almeida
Mondialisation.ca, 11 novembre 2026

On ne peut plus nier le caractère inévitable d'une défaite militaire ukrainienne. À mesure que le conflit s'intensifie et que les troupes russes libèrent de nouveaux territoires sur le champ de bataille, il est devenu évident que l'Ukraine n'a aucune chance de renverser la situation militaire ; le régime n'a d'autre choix que de céder du territoire s'il souhaite parvenir à la paix dans un avenir proche.

Dans une récente déclaration, Donald Trump a abordé la question. Il a expliqué que la Russie et les États-Unis (en tant que médiateurs) étaient prêts à reprendre les négociations diplomatiques concernant le conflit ukrainien. Ces nouveaux cycles de pourparlers, qui se tiendront aux Émirats arabes unis, devraient débuter le 10 novembre. Trump a réitéré sa volonté de contribuer à la conclusion d'un cessez-le-feu ou d'un accord de paix, tout en précisant clairement que, selon lui, la crise ne pourra être résolue que si la partie ukrainienne accepte ses pertes territoriales.

Trump a fait remarquer que ces réunions seraient décisives. Il s'est dit convaincu que la guerre prendrait fin prochainement, bien qu'il n'ait fourni aucun détail précis ni aucune preuve concrète laissant penser que le conflit touche à sa fin. De plus, le dirigeant américain a indiqué que l'Ukraine devrait finalement accepter une configuration territoriale différente de celle de 1991 – laissant entendre que les termes d'un éventuel accord incluraient la reconnaissance des territoires réintégrés à la Russie.

« Une réunion très importante est en cours. Je crois que cette guerre va prendre fin, et qu'elle va prendre fin bientôt (…) Je pense que nous allons y parvenir, et je pense que cela va se produire et que l'Ukraine finira par avoir une configuration un peu différente », a déclaré Trump.

Trump a souligné que le début de la guerre était une tragédie. Il a répété que s'il avait été président en 2022, rien de tout cela ne se serait produit, et qu'aujourd'hui, la Russie, l'Ukraine et l'Occident vivraient en paix, malgré leurs divergences. Il a toutefois fait valoir que l'administration démocrate n'avait pas su apaiser les tensions et avait au contraire attisé les provocations qui ont conduit au déclenchement du conflit. Exprimant ses regrets, M. Trump a noté que la guerre avait été « héritée » par son administration, mais a clairement indiqué qu'il avait l'intention d'y mettre fin dès que possible.

« Aucune chance. Mais tout a commencé [avec Biden]. J'ai donc hérité de cette guerre », a-t-il ajouté.

À un autre moment de son intervention, Trump a souligné qu'à la suite de pourparlers directs avec le dirigeant russe Vladimir Poutine en Alaska, il était désormais clair pour toutes les parties que la seule façon de mettre fin au conflit consistait à officialiser un changement territorial substantiel dans la région par le biais d'un accord international.

Il est nécessaire de prendre acte de la nouvelle réalité géopolitique le long des frontières russo-ukrainiennes – à savoir le transfert des régions libérées militairement sous administration russe – et de mettre en place une zone tampon dans les villes ukrainiennes proches du territoire russe afin d'assurer la protection de ces zones. Sans le consentement de l'Ukraine à cet égard, il sera impossible de parvenir à un accord.

Par ailleurs, Trump a déclaré qu'il aborderait également ce sujet lors d'une réunion trilatérale avec Poutine et le Chinois Xi Jinping à Shenzhen, en marge du sommet de l'APEC. Trump a indiqué qu'ils « parleraient de beaucoup de choses », laissant entendre que l'Ukraine serait l'un des principaux sujets de discussion – une perspective qui a suscité l'indignation des Ukrainiens et des Européens, car ils souhaiteraient prendre part à d'éventuelles négociations.

En réalité, il est encore trop tôt pour parler de paix. Le conflit ne montre aucun signe de fin prochaine, la partie ukrainienne continuant d'insister sur une solution militaire, soutenue par ses alliés européens. La position en faveur de la paix de Trump est louable, mais elle est insuffisante dans un contexte où des dizaines de pays occidentaux encouragent ouvertement la guerre.

Les négociations aux Émirats arabes unis pourraient déboucher sur des conditions mutuellement avantageuses pour des accords de portée limitée – tels que des cessez-le-feu temporaires dans des zones spécifiques, une réduction des attaques contre les infrastructures, l'échange de prisonniers et de dépouilles, entre autres. Toutefois, une fin des hostilités est hautement improbable.

Dans le même ordre d'idées, les discussions trilatérales entre Trump, Poutine et Xi tendent à créer un climat diplomatique plus favorable et moins tendu, ce qui faciliterait les futures négociations entre les puissances multipolaires et l'Occident. Si la question ukrainienne est abordée à la table des négociations, ces parties pourraient se montrer plus disposées à parvenir à un terrain d'entente que si l'Ukraine et les pays européens étaient directement impliqués dans les pourparlers.

Les négociations aux Émirats arabes unis pourraient déboucher sur des conditions mutuellement avantageuses pour des accords de portée limitée – tels que des cessez-le-feu temporaires dans des zones spécifiques, une réduction des attaques contre les infrastructures, l'échange de prisonniers et de dépouilles, entre autres. Toutefois, une fin des hostilités est hautement improbable.

Dans le même ordre d'idées, les discussions trilatérales entre Trump, Poutine et Xi tendent à créer un climat diplomatique plus favorable et moins tendu, ce qui faciliterait les futures négociations entre les puissances multipolaires et l'Occident. Si la question ukrainienne est abordée à la table des négociations, ces parties pourraient se montrer plus disposées à parvenir à un terrain d'entente que si l'Ukraine et les pays européens étaient directement impliqués dans les pourparlers.

LUCAS LEIROZ DE ALMEIDA

Lucas Leiroz de Almeida est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à Global Research et Mondialisation.ca. Il publie chaque semaine des articles sur la page en portugais du CRM.

ET

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

ENTRE

L'ÉVASION SPECTACULAIRE DE MOSTEFA BEN BOULAÏD

Jeudi 10 novembre 1955 à 18h30, les sirènes de la prison du Coudiat avaient été déclenchées et leurs bruits avaient retenti dans tout le centre-ville de Constantine. L'établissement, dont la construction remonte à 1850, se trouve à quelques dizaines de mètres de la place de la Pyramide.

L'information avait déjà fait le tour de la ville comme une traînée de poudre : Mostefa Ben Boulaïd s'est évadé. Ce n'était pas n'importe quel évadé. Il s'agissait de l'un des responsables du FLN, chef de l'insurrection du 1er novembre 1954 dans les Aurès, plus connue par la «Nuit de la Toussaint».

Le fait avait été qualifié de spectaculaire par la presse française de l'époque, laquelle n'avait pas manqué d'évoquer le génie de Mostefa Ben Boulaïd, qui avait réussi une pareille tentative dans l'une des prisons les mieux surveillées et les plus fortifiées d'Algérie. Arrêté au sud de la Tunisie le 11 février 1955, alors qu'il était en mission pour ramener des armes pour les combattants de l'Armée de libération nationale, le chef charismatique de la région des Aurès avait été condamné à la peine capitale en septembre 1955 par le tribunal militaire de Constantine.

À la prison du Coudiat, il n'avait qu'une seule idée en tête : s'évader. Les détails de cette opération avaient été rapportés par Mohamed Tahar Abidi dit El Hadj Lakhdar, l'un des chefs de la wilaya I historique, tels qu'ils lui avaient été racontés par Ben Boulaïd lui-même. Pour l'histoire, c'est Hadjadj Bachir, le chef du groupe chargé de déclencher les opérations du 1er novembre dans la région d'El Khroub, qui avait suggéré à Ben Boulaïd l'idée de creuser un tunnel au-dessous de la cellule. Après avoir recueilli toutes les informations sur la prison, Si Mostefa s'était rendu compte que la cellule collective du rez-de-chaussée, où se trouvaient les 30 détenus, tous condamnés à mort, était mitoyenne d'une cellule désaffectée servant de dépôt de matelas, lits et draps. C'était une sorte de débarras qui s'ouvrait sur une petite cour intérieure. Les deux locaux de la prison se trouvaient du côté de la rue de Généraux Morris (actuelle rue Benlazrag Brahim). Le plan commençait à se dessiner : il suffit de desceller la dalle de ciment et creuser un tunnel pour rejoindre ce débarras. C'est ainsi que les détenus avaient commencé à creuser le sol de la cellule au début du mois d'octobre 1955. Ils opéraient à tour de rôle entre 11h et 14h. Le trou creusé était couvert avec une dalle et les joints camouflés avec du savon. La terre déblayée était vidée dans les toilettes. Un travail de longue haleine qui durera 28 jours. Une fois le tunnel creusé, on se retrouvait dans le débarras qui



Le chef charismatique de la Révolution dans les Aurès a porté un sérieux coup aux autorités françaises

donnait sur la petite cour. Il ne restait qu'à fabriquer une échelle, en assemblant trois lits, attachés avec des bandelettes de toile découpées des draps.

Onze détenus prennent la fuite

Le jour de l'évasion avait été choisi : le jeudi 10 novembre 1955. Lors du tirage au sort, tous les détenus s'étaient entendus pour que Mostefa Ben Boulaïd soit le premier à sortir. L'heure avait été fixée juste après 17h. C'était le moment durant lequel les gardiens commençaient à quitter la prison pour rentrer chez eux. Il n'en restait plus que trois gardiens.

L'un à la porte d'entrée, et deux autres pour effectuer les rondes. Les détenus commençaient à passer dans le tunnel. Dans le débarras, la serrure avait cédé rapidement et la porte s'était ouverte sur la petite cour intérieure. Il n'y avait aucun gardien. Les ballots de crin adossés au mur intérieur avaient servi à le grimper. Une fois sur le mur, ils le traversèrent jusqu'à la partie située en face de l'ex-rue Stephane Gsell (aujourd'hui la station du tramway Benabdelmalek Ramdane). Les évadés s'étaient servis de l'échelle comme passerelle pour franchir la distance entre le premier mur (intérieur) et le deuxième (extérieur) au-dessus du chemin de ronde les séparant. Au passage du 12e évadé, la passerelle avait lâché. Celui qui passait à ce moment était Saïd Chouki. Il sera trouvé entre les deux murs avec une jambe cassée. Onze détenus avaient réussi à descendre le mur extérieur et prendre la fuite à 17h30. Le premier était Mohamed Laïfa, suivi de Mostefa Ben Boulaïd, Tahar Zbiri, Brahim Taïbi, Mohamed Beziane, Hocine Arif, Hamadi Krouma, Ahmed Bouchemal, Lakhdar Mechri, Slimane Zaïdi et Ali Haftari. Les 19 autres détenus, descendus dans le chemin de ronde se sont trouvés enfermés. Ils regagneront la porte du garage, près de l'entrée de la prison où ils se sont rendus. Ils seront reconduits vers leur cellule. Les recherches déclenchées une heure après pour retrouver les évadés ne donneront rien.

Ces derniers étaient déjà loin. Le coup a été très dur pour les autorités françaises. Dans son édition du samedi 12 novembre 1955, La Dépêche de Constantine avait révélé qu'en se rendant à la prison, le préfet de Constantine, Pierre Dupuch, avait été choqué à la vue du trou creusé dans la cellule. Les premières mesures tombèrent. Louis Maudru, directeur de la prison du Coudiat, et Louis Bernardino, surveillant-chef, ont été relevés de leurs fonctions et mis sous mandat de dépôt pour négligence grave dans l'accomplissement de leur service.

Ils avaient été écroués dans le même établissement. Les sanctions avaient touché Mr Augusti, directeur de la Circonscription pénitentiaire de Constantine, relevé également de ses fonctions. La nouvelle de l'évasion n'avait pas été publiée le lendemain dans la presse sur ordre des autorités «pour ne pas alerter les complices qui auraient pu aider les évadés». La nouvelle ne fut donnée que le samedi 12 novembre 1955. Les 19 autres détenus seront transférés en janvier 1956 vers la prison de la Casbah, où les exécutions à la guillotine furent entamées dès le mois d'août de la même année.

Selon le témoignage de Mohamed Beziane, l'un des évadés, décédé en 2023, Ben Boulaïd avait pris le soin de laisser une lettre à l'administration de la prison où il avait écrit : «Nous aurions pu tuer les gardiens de la prison pour nous évader ; nous étions plus nombreux, mais nous ne l'avions pas fait, car nous ne sommes pas des criminels ».

Arslane Selmane

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 12/11/2026

INT

HOMMAGE À MOHAMED HAMDI...

Il était un acteur et moudjahid, célèbre pour ses rôles dans le cinéma national, particulièrement connu pour ses rôles marquants...

Cet hommage est un humble témoignage de reconnaissance à sa longue carrière au service du cinéma et de la cause nationale...

Mohamed Hamdi est mort le 4 avril 1971. Il était un acteur et moudjahid algérien, célèbre pour ses rôles dans le cinéma national, particulièrement connu pour ses rôles marquants dans le cinéma post-indépendance traitant de la guerre de libération nationale. Véritable figure du septième art, il a incarné des personnages de moudjahidine forts et courageux.

Mohamed Hamdi a collaboré avec de grands réalisateurs algériens, notamment Amar Laskri. Ses apparitions les plus notables comprennent :

Patrouille à l'est (1971) : Son rôle le plus célèbre. Ce film culte d'Amar Laskri retrace le parcours d'une patrouille de l'ALN devant convoyer un prisonnier français. L'œuvre est restée gravée dans les mémoires, notamment pour sa réplique mythique "Yaou Alikoum Men Guelma".

La Voie (1968) : Un long-métrage dramatique qui explore l'organisation clandestine des détenus dans les camps d'hébergement durant la guerre d'Algérie. Fut également distribué dans le célèbre film Hassan Terro, réalisé par feu Mohammed Lakhdar Hamina en 1968 et dans le film El Khalidoune (Les Éternels), une production du Théâtre National Algérien -1966-de Abdelhalim Rais, mise en scène de Mustapha Kateb, et qui est une pièce de théâtre révolutionnaire ...

Mohamed Hamdi restera à jamais gravé dans notre mémoire comme un artiste talentueux et un moudjahid courageux, qui a marqué de son empreinte l'histoire du cinéma algérien. Que son âme repose en paix, et que son parcours et son engagement demeurent une source de fierté et d'inspiration pour les générations futures...

Publié par A.Hammouche sur Facebook, dans le Journal des artistes, le 10/11/2026



ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:44	12:33	15:28	17:51	19:14

FRAPPES SIONISTES CONTRE LE COMPLEXE MÉDICAL NASSER DANS LA BANDE DE GHAZA

DES PAYS ARABES ET ISLAMIQUES, DONT L'ALGÉRIE, CONDAMNENT

Les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays arabes et islamiques, dont l'Algérie, ont condamné, samedi, "dans les termes les plus fermes", la frappe aérienne de l'occupation sioniste ayant ciblé le complexe médical Nasser à Khan Younès, dans la bande de Ghaza, faisant des victimes parmi les patients et les membres des staffs médicaux, en violation du droit international humanitaire qui garantit une protection spécifique aux établissements médicaux et aux personnels de santé.

Dans un communiqué conjoint, les ministres ont condamné la poursuite des agressions de l'entité sioniste contre les civils palestiniens, "y compris le ciblage des tentes et d'autres sites abritant les déplacés", soulignant que ces agressions "compromettent l'accord de cessez-le-feu et les efforts visant à rétablir la sécurité et la stabilité dans la bande de Ghaza, et sont aussi en contradiction avec le plan global du président américain, Donald Trump".

Les ministres ont exprimé leur "profonde inquiétude" face au maintien des "restrictions imposées par l'entité sioniste à l'entrée de l'aide humanitaire et des équipements d'hébergement, notamment les tentes, les caravanes et les habitations mobiles, ainsi que les fournitures médicales, une situation qui aggrave la catastrophe humanitaire dans la bande de Ghaza à l'approche de l'hiver".

Ils ont relevé que "le manque d'abris adéquats et la dégradation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de soins de santé exposent la vie des civils à de graves dangers, en particulier celle des enfants et des nourrissons, qui pourraient à nouveau être confrontés au risque de mort en raison de leur exposition à des conditions climatiques extrêmement froides".

A ce titre, le communiqué conjoint a appelé l'entité sioniste à "répondre aux appels de la communauté internationale et du Conseil de paix visant à accroitre l'aide et à honorer immédiatement et pleinement ses obligations au titre de l'accord de Charm el-Cheikh, du plan global du président Trump et de la résolution 2803 (2025) du Conseil de sécurité des Nations Unies", ainsi qu'à "respecter le cessez-le-feu, à protéger les civils et les infrastructures médicales, et à garantir l'acheminement de l'aide humanitaire en quantités suffisantes, de manière sûre, durable et sans obstacle, y compris les fournitures et équipements d'hébergement et de relèvement précoce nécessaires à la réhabilitation des infrastructures", mais aussi à permettre aux agences onusiennes et aux organisations humanitaires "de s'acquitter de leurs missions sans entraves".



Alors que les engagements relatifs à la première phase devaient entrer en vigueur dès la signature de l'accord, les ministres ont souligné que l'entité sioniste doit "les mettre en œuvre sans délai supplémentaire, ni condition additionnelle, y compris les conditions politiques et sécuritaires entravant l'acheminement de l'aide humanitaire". De même, "la réponse aux besoins humanitaires urgents doit être assurée indépendamment de tout progrès dans les phases ultérieures".

Dans ce sillage, le communiqué conjoint a appelé les Etats-Unis d'Amérique et le Conseil de paix, chacun dans le cadre de son rôle, à "intensifier leurs efforts" afin de garantir la mise en œuvre intégrale de ces engagements par l'entité sioniste et la levée de toutes les restrictions imposées à l'entrée de l'aide humanitaire, de manière à préserver la crédibilité des arrangements et à consolider le cessez-le-feu. Au terme de ce communiqué, les ministres ont réaffirmé leur détermination à "poursuivre leur action avec les partenaires régionaux et internationaux en vue de consolider le cessez-le-feu, de mettre en œuvre toutes les phases du plan et d'accroître l'aide humanitaire pour atténuer les souffrances du peuple palestinien frère".

RA

PROTECTION DU TERRITOIRE NATIONAL

SAISIE D'UNE QUANTITÉ IMPORTANTE DE COCAÏNE À TAMENGHASSET

Les services de sécurité de l'Armée nationale populaire (ANP) ont procédé, au niveau du Secteur militaire de Tamenghasset en 6e Région Militaire, à l'élimination d'un narcotrafiquant et à l'arrestation de trois autres, ainsi qu'à la saisie d'une importante quantité de drogues dures (cocaïne) s'élevant à 46,5 kilogrammes, indique, samedi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre des efforts consentis pour la sécurisation de nos frontières nationales, et dans la dynamique des opérations de lutte contre les barons de contrebande et les narcotrafiquants, et grâce à l'exploitation efficiente des renseignements, les services de sécurité de l'Armée nationale populaire ont procédé, hier le 13 novembre 2026, au niveau du Secteur Militaire de Tamenghasset en 6e Région Militaire, à l'élimination d'un (1) narcotrafiquant et à l'arrestation de trois (3) autres, ainsi qu'à la saisie d'une importante quantité de drogues dures (cocaïne) s'élevant à (46,5) kilogrammes, chargée à bord de trois (03) véhicules, en sus d'une (1) motocyclette et de téléphones portables", précise la même source.

"Ces résultats réalisés sur le terrain réaffirment la détermination des unités de l'Armée nationale populaire à poursuivre leurs efforts dans la lutte contre les réseaux criminels, la sécurisation de nos frontières nationales et à faire face aux activités de contrebande et de criminalité organisée multiformes", ajoute le communiqué du MDN.

RA

EN PRÉSENCE D'UNE FOULE NOMBREUSE

LE MOUDJAHID HAMDANE BENBOUZIANE INHUMÉ AU CIMETIÈRE DE LA COMMUNE DE FROHA

Le moudjahid Hamdane Benbouziane, décédé à l'âge de 94 ans, a été inhumé, samedi au cimetière de la commune de Froha, dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès de la direction des Moudjahidine et des Ayants-droit. Les funérailles se sont déroulées en présence de membres de la famille révolutionnaire, des proches du défunt, ainsi que d'une foule nombreuse de citoyens, a-t-on fait savoir de même source.

Né en 1932 dans la région de Degarga, dans la commune de Froha, le défunt avait rejoint les rangs de la glorieuse Guerre de libération nationale, en 1957, au sein de la sixième région de la wilaya V historique. Il militait alors dans le cadre de l'Organisation civile du Front de libération nationale (OCFLN) dans cette région, précise la même source.

A partir de 1960, il avait été chargé de recruter des jeunes des zones rurales situées à proximité des villes de Tizi et de Froha, afin de les intégrer dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN).

A la suite de cette douloureuse disparition, le directeur des Moudjahidine et des Ayants-droit, Khelifi-Bahloul Khalifa, a adressé un message de condoléances à la famille du défunt moudjahid Hamdane Benbouziane, dans lequel il a exprimé ses sincères condoléances et sa profonde compassion.

RA

FOOT / QUALIFICATIONS CAN-2027 (GR.I-3E J)

VICTOIRE DE L'ALGÉRIE DEVANT LE TOGO (1-0)

La sélection algérienne de football s'est imposée devant son homologue togolaise sur le score de 1 à 0 (mi-temps : 0-0), samedi soir au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, pour le compte de la 3e journée (Gr.I) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Rami Bensabaïni (76e) sur une passe décisive de Anis Hadj Moussa. Dans l'autre rencontre du groupe I, disputée vendredi au stade Levy Mwanawasa à Ndola (Zambie), les sélections zambienne et burundaise se sont neutralisées (1-1, mi-temps : 1-0). A l'issue des matchs de la troisième journée, l'Algérie conserve la tête du classement avec sept points, devant la Zambie (4 pts) et le Togo (3 pts), alors que le Burundi reste à la quatrième et dernière place avec 2 unités. Pour rappel, les deux premiers de chaque groupe (hormis ceux des pays hôtes D, H et L, NDLR) se qualifient pour la phase finale prévue au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie du 19 juin au 17 juillet 2027.

RS/APS

PRODUCTION INDUSTRIELLE

LE COMPLEXE SIDÉRURGIQUE "TOSYALI" RÉALISE UN NOUVEAU RECORD

Le Complexe sidérurgique "Tosyali", situé à Bethioua, dans l'est de la wilaya d'Oran, a réalisé un nouveau record de production mensuelle, atteignant 235.168 tonnes, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction du Complexe.

Selon la même source, la première unité de réduction directe (DRI-I) du Complexe a enregistré, au cours du mois de septembre dernier, ce niveau de production record, avec une moyenne de 328,9 tonnes par heure.

"Cette performance dépasse la capacité de production théorique de l'unité, estimée à 312,5 tonnes par heure. Elle surpasse également le précédent record enregistré en septembre 2022, qui s'élevait à 227.739 tonnes", a-t-on précisé.

Cette réalisation témoigne, selon la même source, du niveau de " compétence, de dévouement et des efforts collectifs" déployés par les équipes du Complexe, ainsi que de leur engagement constant en faveur de l'amélioration des performances opérationnelles, du renforcement de l'efficacité et de la consolidation des bases d'une croissance industrielle durable.

Par ailleurs, le Complexe a récemment procédé à l'exportation de 40.000 tonnes de produits sidérurgiques vers les marchés européens, au départ du port d'Arzew. Cette opération comprend 20.000 tonnes de bobines d'acier laminé à chaud destinées à la Pologne et 20.000 tonnes de brames d'acier destinées à l'Italie, souligne-t-on.

RE